

AMEC
U. C. L.
Parkstraat, 121
B - 3000 LOUVAIN (Belgique)

LA LOI DE LA BAISSSE TENDANCIELLE
DU TAUX DE PROFIT
UNE CONFRONTATION A L'HISTOIRE ECONOMIQUE
DE LA GRANDE-BRETAGNE, 1850-1914

par

Isabelle CASSIERS*

Working paper n° 7519

★ Stagiaire de Recherches au Fonds National de la
Recherche Scientifique.

ECONOMIE ET SOCIETE
Institut des sciences économiques
121, Parkstraat, B 3000-Louvain

INTRODUCTION

Marx jugeait la loi de la baisse tendancielle du taux de profit comme étant la plus importante de l'économie politique moderne. En effet, cette loi constitue en quelque sorte le noyau de l'analyse de Marx parce qu'elle résume les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste. Le but de la production capitaliste est la production de plus-value, son stimulant est le taux de profit; mais l'évolution des forces productives, dictée par la quête toujours croissante de la plus-value, engendre inéluctablement une baisse du taux de profit. En d'autres termes, "le taux de profit, aiguillon de la production capitaliste, et à la fois condition et moteur de l'accumulation, est menacé par le développement même de la production". (★)

Partageant l'opinion de M. Dobb selon lequel "l'analyse économique ne prend son sens et ne peut porter ses fruits que si elle se joint à une étude du développement historique"(★★), il m'a semblé intéressant de confronter la loi de la baisse tendancielle du taux de profit au développement historique de la Grande-Bretagne à une époque où ce pays représentait le modèle par excellence du capitalisme en pleine expansion.

Dans le but de rendre l'exposé aussi clair que possible, j'ai divisé cette étude en deux parties.

La première se limite à l'analyse théorique de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Après avoir rappelé quelques concepts fondamentaux de la théorie marxiste, je retrace brièvement le cheminement logique qui conduisit Marx à formuler cette loi

(★) K. MARX "Le capital" Ed. Soc. 1957, L.III, p.271

(★★) M. DOBB "Etudes sur le développement du capitalisme" Maspero 1971

tendancielle, résultat de l'affrontement entre tendances et contre-tendances. Cette partie théorique mériterait d'être bien plus approfondie; c'est intentionnellement que je la présente de manière très condensée, ne l'envisageant que comme cadre théorique de l'analyse historique qu'elle précède.

La seconde partie consiste en une confrontation de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit à l'histoire économique de la Grande-Bretagne de 1850 à 1914. Mon but n'est absolument pas de vérifier empiriquement la baisse du taux de profit au fil du temps. Ma manière de procéder est plutôt inspirée de la remarque de M. Cogoy: "Le développement capitaliste pourra avoir lieu à condition qu'il saisisse toutes les occasions de freiner la baisse du taux de profit". Ces occasions s'expriment précisément dans "les contre-tendances" relevées par Marx ainsi que dans de nouvelles manifestations "contre-tendanciennes" apparues à un stade ultérieur du développement capitaliste.

Le plan de cette seconde partie découle directement de l'analyse théorique qui la sous-tend: après avoir restitué le capitalisme britannique dans son contexte général et avoir décelé l'existence de la "tendance" fondamentale, je consacre une section à chacune des "contre-tendances".

On pourra me reprocher de procéder trop systématiquement et d'y sacrifier une certaine vue d'ensemble. Il m'a semblé néanmoins que cette méthode, plus que toute autre, me permettait d'échapper à la tentation d'une étude purement descriptive. J'espère parvenir cependant, dans ma conclusion, à dégager la cohérence qui unit les divers éléments que j'ai isolés dans les sections successives de cette seconde partie.

(*) M. COGOY Temps Modernes, sept-oct. 1972, p.407

PREMIERE PARTIE

LA LOI MARXISTE DE LA BAISSSE TENDANCIELLE DU TAUX
DE PROFIT

I. LA CONCEPTION MARXISTE DE LA VALEUR (*)

Tout objet produit par l'homme possède deux caractéristiques : en premier lieu, il a une valeur d'usage qui lui est propre ; en second lieu, il est le résultat du travail humain et acquiert de ce fait une valeur d'échange (ou valeur). La valeur d'échange des marchandises dépend de la quantité de travail "abstrait" qui y est contenue, c'est-à-dire du temps de travail "socialement nécessaire" à la production de cette marchandises, déterminé à la fois par les conditions normales de la production à une époque donnée et par la moyenne d'habileté et d'intensité de travail des ouvriers. La valeur est donc un phénomène essentiellement social.

Si la valeur de toute marchandise dépend de la quantité de travail social qui y est matérialisée, la force de travail, transformée en marchandise dans le cadre du système capitaliste, possède elle aussi une valeur, déterminée par le temps de travail nécessaire à sa reconstitution, c'est-à-dire par la valeur des biens divers que le travailleur doit consommer pour reproduire sa force de travail.

Contrairement aux éléments matériels de la production (machines, matières premières), la force de travail a la faculté de créer une valeur supérieure à celle nécessaire à sa reconstitution : en effet, l'élément humain fournit une valeur égale à la quantité de travail qu'il dépense tout en se contentant pour son entretien d'une simple fraction de cette valeur.

De cette conception de la valeur découle la distinction

(*) Pour plus de détails, voir l'exposé très clair d'E. MOSS dans "Marx et le problème de la croissance dans une économie capitaliste", 1956, pp.36-39, dont cette section est largement inspirée.

établie par Marx entre capital constant et capital variable. Le capital monétaire engagé dans la production sert à acheter deux catégories de marchandises: d'une part, de la force de travail, d'autre part des instruments de production. Seule la fraction de capital se convertissant en force de travail permet un accroissement de la valeur du capital engagé, d'où son nom capital variable. L'autre fraction de capital total, servant à l'achat d'instruments de travail, machines, fournitures, etc., qui ne peuvent que transmettre sans l'accroître leur propre valeur au produit, représente le capital constant.

Nous voyons à présent que la conception marxiste du développement repose sur une véritable dynamique de la valeur:

- d'une part, le développement économique ne peut s'effectuer que grâce à des dépenses de travail productif, c'est-à-dire de travail susceptible de créer une valeur supérieure à celle nécessaire à sa reconstitution;
- d'autre part, les rapports de production capitaliste étant caractérisés par la transformation de la force de travail en marchandise, il en découle que la classe capitaliste, détentrice des instruments de production peut contrôler la formation et l'appropriation du produit créé par la classe ouvrière, à laquelle elle a acheté sur le marché - à sa valeur - sa force physique et nerveuse.

La différence entre le produit créé et le produit effectivement distribué à la classe ouvrière par l'intermédiaire du salaire constitue un surproduit (plus-value) appropriable par la classe capitaliste, surproduit qui représente la base matérielle de tout développement économique ultérieur.

II. ACCUMULATION DU CAPITAL INDIVIDUEL ET ELEVATION DE LA COMPOSITION ORGANIQUE DU CAPITAL.

La spécificité sociale du capitaliste individuel consiste en ce qu'il fait fonctionner son argent comme capital, c'est-à-dire qu'il transforme les sommes d'argent dont il dispose en instruments de production et en force de travail pour en tirer une plus-value. Si la plus-value obtenue au cours du processus de production est entièrement consommée par le capitaliste, la reproduction se fait sur une base identique, il y a reproduction simple du capital individuel. Si la plus-value est capitalisée, au contraire, il y a reproduction élargie, accumulation.

Or, "dans le cadre du mode de production capitaliste, la reproduction se fait normalement sur une base croissante. La concurrence que les capitalistes se font entre eux conditionne cette nécessité: pour produire à de moindres coûts, chaque capitaliste doit augmenter la production du travail, introduire de nouvelles machines, de nouvelles méthodes de production dans son entreprise. Mais il lui faut alors répartir sur un plus grand nombre de biens les frais de transformation techniques, les instruments de production coûteux ne devenant rentables que si leur rendement est important... Chaque capitaliste est placé devant cette alternative: ou accroître sa production, ou disparaître... L'accumulation du capital individuel se présente donc comme une nécessité pour le capitaliste et par là comme dynamique interne du développement".(*)

(*) E. MOSSE op. cit. p.48 et p.55.

La reproduction sur une base élargie entraîne l'accumulation du capital total, c'est-à-dire du capital variable et du capital constant. Il y a donc au départ augmentation de la demande de main-d'oeuvre qui entraînera à la longue une élévation des salaires et une réduction du surtravail appropriable par le capitaliste. Celui-ci s'efforcera dès lors de remplacer un travail humain très coûteux par des machines. Mais ces machines elles-mêmes, rendant la force de travail employée plus productive, impliqueront l'emploi de plus de matières premières et de plus d'instruments de production par unité de travail humain. La partie du capital consacrée à l'achat de moyens matériels de travail (capital constant) tend donc à s'accroître beaucoup plus rapidement que celle consacrée à l'achat de moyens humains de travail (capital variable), ce qui se traduit par une élévation de la composition organique du capital, définie par le rapport en valeur du capital constant au capital variable.

Notons encore que "la diminution de la demande de force de travail proportionnellement à la demande de moyens matériels de production, comme réaction immédiate contre l'élévation du taux des salaires, conduit nécessairement à la formation d'une surpopulation relative, à la fois conséquence et levier de l'accumulation du capital".(*)

III. LA LOI GENERALE DE LA BAISSSE DU TAUX DE PROFIT.

La mécanisation du procès de production accompagne donc l'accumulation du capital. Cette mécanisation engendre deux phénomènes:

- d'une part la augmentation de la productivité du travail qui per-

(*) E. MOSSE op. cit. p. 48 et p. 55.

- met une augmentation du taux de plus value (rapport de la plus-value au capital variable),
- d'autre part l'accroissement de la composition organique, le capital constant augmentant par rapport au capital variable.

Le taux de profit (p) qui mesure le rapport de la plus-value (S) au capital total (C+V) peut être exprimé en fonction du taux de plus-value (S/V) et de la composition organique du capital (C/V):

$$p = \frac{S}{C+V} = \frac{S/V}{C/V + 1}$$

L'augmentation du degré d'exploitation du travail augmente le taux de profit tandis que l'augmentation de la composition organique du capital l'abaisse.

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit affirme que dans le long terme, il existe une forte et persistante tendance à ce que l'élévation de la composition organique du capital surpasse l'élévation du taux de plus-value dans leurs effets opposés sur le taux de profit: celui-ci tendra donc à baisser.

Cette affirmation n'est toutefois plus admise par tous les auteurs marxistes contemporains. Je n'entrerai pas ici dans les détails de cette controverse qui oppose principalement P. Sweezy à P. Mattick et M. Cogoy (*); j'adopterai d'emblée la position de ces derniers qui considèrent que la baisse du taux de profit résulte

(*) Voir à ce sujet les articles parus dans la revue TEMPS MODERNES:

- n° de sept-oct. 1972: M. COGOY, "Les théories néo-marxistes, Marx et l'accumulation de capital".
- n° de janv. 1974: P. SWEEZY, "Quelques problèmes de la théorie de l'accumulation du capital" et M. COGOY, "Baisse du taux de profit et théorie de l'accumulation. Réponse à P. Sweezy".

nécessairement des lois propres de la production capitaliste

L'élévation de la composition organique du capital surpasse l'élévation du taux de plus-value, car il est impossible de compenser éternellement la réduction du nombre des travailleurs par une exploitation accrue. "Quelle que soit la masse de force de travail existant dans le monde capitaliste réel, il est inévitable que, par rapport à la croissance non moins constante, mais relativement plus rapide du capital, la quantité de la force de travail génératrice de plus-value soit appelée à diminuer relativement" (*).

Un autre élément important renforçant cette loi réside dans la résistance de la classe ouvrière, car "avec l'augmentation de la productivité du travail se produit souvent une extension des besoins ouvriers et une augmentation correspondante de la valeur de la force de travail, ce qui à son tour favorise le développement du mouvement ouvrier, limitant ainsi l'accroissement du taux de plus-value" (**).

Il est essentiel de noter que dans cette optique, l'analyse empirique ne permet pas de se prononcer quant à la validité de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : puisque la baisse du taux de profit est incompatible à la longue avec la survie du capitalisme, tant que celui-ci persiste, il ne faut pas s'attendre à découvrir dans la réalité une baisse constante du taux de profit. C'est ce qui explique la position de M. Cogoy lorsqu'il écrit que "tout me semble indiquer que les forces analysées par Marx sont encore à l'oeuvre et que le problème suivant se pose : quels sont les facteurs qui ont maintenu latentes ces forces et dans quelles conditions peut-on imaginer qu'elles puissent être maintenues latentes plus longtemps?" (***)

(*) P. MATTICK, "Marx et Keynes. Les limites de l'économie marxiste", Gallimard 1972, p.84.

(**) E. MANDEL, "Traité d'économie marxiste", Julliard 1972, T.I, p.213.

(***) M. COGOY, Temps Modernes, janv. 74, p.1251.

Ce faisant Cogoy reste fidèle à la démarche de Marx qui constatait déjà que la baisse du taux de profit enregistrée au cours de la première moitié du XIX^{ème} siècle était minime au regard du développement prodigieux du capital fixe, et se demandant "comment expliquer que cette baisse n'ait pas été plus importante ou plus rapide", trouvait l'explication suivante: "il a fallu que jouent des influences contraires, qui contrecarrent et suppriment l'effet de la loi générale et lui confèrent simplement le caractère d'une tendance".(*)

IV. LES CONTRE-TENDANCES.

Dans le chapitre XIV du livre III du Capital, Marx énumère six causes qui contrecarrent la loi de la baisse du taux de profit. Il s'agit de

- l'augmentation du degré d'exploitation du travail,
- la réduction du salaire en dessous de la valeur de la force de travail,
- la baisse de valeur des éléments du capital constant,
- la surpopulation relative,
- le commerce extérieur,
- l'augmentation du capital par action.

Je ne parlerai pas ici de cette dernière cause qui tient uniquement à la définition comptable du taux de profit et présente peu d'intérêt. Voyons successivement en quoi consistent les cinq autres.

§1. L'augmentation du degré d'exploitation du travail.

Le degré d'exploitation du travail, c'est-à-dire l'écart

(*) K. MARX "Le capital" Ed. soc. 1957, L. III, chap. XIV, p. 245

entre travail payé et travail réalisé, peut croître sous l'influence de plusieurs facteurs.

a. Prolongation de la journée de travail.

En prolongeant la journée de travail sans augmenter proportionnellement le salaire, les capitalistes augmentent le surtravail, la plus-value. Si l'on présume que l'ouvrier produit en 5 heures l'équivalent de son salaire, la prolongation de la journée de travail de 10 à 12 heures sans augmentation de salaire accroîtra le surtravail de 5 à 7 heures par jour, soit de 40%. Cette forme d'augmentation de la plus-value est appelée augmentation de la plus-value absolue.

Un autre facteur permettant l'augmentation de la plus-value absolue fut l'introduction massive du travail des femmes et des enfants: bien souvent la famille entière était rémunérée à un salaire à peine supérieur à celui du chef de famille, fournissant donc au capital une quantité de surtravail plus grande que précédemment.

b. Intensification du travail

L'accroissement de la plus-value absolue peut également résulter d'une intensification du travail, qui revient au fond à la même chose qu'une prolongation de la journée de travail. On oblige l'ouvrier à dépenser en 10 heures de travail le même effort productif qu'il effectuait antérieurement en 13 ou 14 heures. Cette intensification du travail est obtenue par accélération des cadences de la production, rationalisation des gestes, suppression des temps morts, augmentation du nombre des machines à surveiller etc.

c. Baisse de la valeur de la force de travail consécutive à l'accroissement de la productivité du travail.

L'augmentation du taux de plus-value résultant de la prolongation de la journée de travail ou de l'intensification du travail était due à une augmentation du surtravail. Mais il est aussi possible d'augmenter le taux de plus-value en réduisant le temps de travail nécessaire, ou plus exactement en réduisant la valeur de la force de travail. Il s'agit alors d'augmentation de la plus-value relative.

L'augmentation de la plus-value relative provient essentiellement de l'augmentation de la productivité du travail grâce à l'emploi de nouvelles machines, de méthodes de travail plus rationnelles etc... En effet l'accroissement de la productivité du travail signifie baisse de la valeur des marchandises produites. Si cet accroissement affecte des branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de la force de travail, c'est-à-dire des industries qui fournissent ou les marchandises nécessaires à l'entretien de l'ouvrier, ou les moyens de production de ces marchandises, il y a baisse de la valeur de la force de travail.

Notons avec Marx que la hausse du taux de plus-value, obtenue de l'une de ces trois manières, ne supprime pas la loi générale de baisse du taux de profit. Elle a pour résultat d'en faire plutôt une tendance, "c'est-à-dire une loi dont la réalisation intégrale est arrêtée, ralentie, affaiblie par des causes qui la contrecarrent". (x)

(x) K. MARX op. cit. p. 247

§2. Réduction du salaire au dessous de la valeur de la force de travail

Marx ne fait que mentionner cette cause antagoniste qui "n'a rien à voir avec l'analyse générale du capital (mais) fait partie de l'étude de la concurrence". Il ajoute que "ce n'en est pas moins une des causes les plus importantes qui contrecarrent la tendance à la baisse du taux de profit".(*)

Comment expliquer cette réduction du salaire au dessous de la valeur de la force de travail ? Celle-ci "ne comporte pas seulement le prix des biens de subsistance nécessaire à sa reconstitution purement physique... Elle contient également un élément moral et historique, c'est-à-dire le prix des marchandises ... que les traditions du pays viennent inclure dans le minimum vital. Ces besoins dépendent du niveau relatif de la civilisation passée et présente, donc en dernière analyse du niveau moyen de la productivité du travail à moyen ou à long terme. Aussi longtemps que la pression de l'armée de réserve industrielle empêche l'inclusion de ces besoins dans le calcul du "minimum vital", le salaire, c'est-à-dire le prix de la force de travail tombe en fait en dessous de sa valeur".(**)

§3. Baisse de la valeur des éléments du capital constant.

En raison de l'accroissement de la productivité du travail qui engendre une baisse de la valeur des marchandises produites, la valeur du capital constant n'augmente pas dans la même proportion que son volume matériel. "La même évolution qui fait s'accroître la masse de capital constant par rapport au capital variable fait baisser la valeur de ses éléments par suite de l'accroissement de la productivité du travail et empêche ainsi que la valeur du capital constant,

(*) K. MARX op. cit. p.248

(**) E. MANDEL op. cit. p. 183

qui pourtant s'accroît sans cesse, n'augmente dans la même proportion que son volume matériel, c'est-à-dire que le volume matériel des moyens de production mis en oeuvre par la même quantité de force de travail".(*)

La baisse de la valeur des éléments du capital constant ralentirait donc la hausse de la composition organique du capital.

Mais ceci demande plus de précisions. On ne peut en effet déduire de l'accroissement de la productivité du travail une tendance à la diminution de la composition en valeur du capital pour une composition technique donnée. Car si de manière générale le progrès technique abaisse la valeur du capital constant, il abaisse aussi la valeur de la force de travail! Sans doute Marx estimait-il que le progrès technique affecte principalement le secteur des biens de production ce qui permettait de traiter la baisse de la valeur des éléments du capital constant (dès lors plus marquée que la baisse de la valeur de la force de travail) en contre-tendance.

Mais comment justifier cette hypothèse ? Il semblerait plutôt que la productivité ne puisse continuellement s'accroître à un rythme plus élevé dans le secteur des biens de production que dans celui des biens de consommation(**). Il paraît en définitive difficile de justifier théoriquement l'existence de cette contre-tendance à l'élévation de la composition organique du capital.

§4. Surpopulation relative.

Notons tout d'abord que "Marx emploie l'expression 'surpopulation relative' parce que l'existence d'un surplus de population ne dépend pas -pense-t-il- d'un accroissement démographique absolu, mais seulement de la diminution relative des besoins de main-d'oeuvre

(*) K.MARX, op.cit., p.248.

(**) Voir à ce sujet P. SALAMA, "Le procès de sous-développement", Maspero 1972, principalement p. 70

qu'a le capital constant pour sa mise en valeur à mesure de son augmentation absolue." (*)

La surpopulation relative contrecarre la loi de la baisse du taux de profit par deux biais:

- par la concurrence qu'elle exerce à l'égard de l'armée active, l'armée de réserve favorise la baisse des salaires. Ceci nous ramène à la deuxième cause antagoniste;
- la surpopulation fournit une main d'oeuvre à bon marché, ce qui permet le maintien ou la création d'industries à faible composition organique du capital; dans ces industries, "le capital variable accapare une proportion considérable du capital total, et le salaire se situe au-dessous de la moyenne, de sorte que le taux et la masse de la plus-value sont extraordinairement élevés dans ces branches de production. Or, comme le taux de profit général est constitué par péréquation des taux de profit entre les branches de production particulières, cette fois encore la même cause qui fait naître la tendance à la baisse du taux de profit (l'accumulation du capital) suscite un contre-poids qui paralyse plus ou moins l'effet de cette tendance". (**)

A la création et au maintien de secteurs à faible composition organique du capital, on pourrait assimiler l'extension du mode de production capitaliste à de nouveaux secteurs, dans la mesure où ceux-ci connaissent encore généralement un faible degré de mécanisation.

Notons encore que si la création de l'armée de réserve est inséparable de l'accumulation même, celle-ci a cependant un effet contradictoire sur le volume de l'emploi et sur la tendance des sa-

(*) E. MOSSE op. cit. p. 55

(**) K. MARX op. cit. p. 249.

lares. En effet, "dans la mesure où la machine se substitue à l'homme, l'armée de réserve s'accroît. Mais dans la mesure où la plus-value est accumulée, que le capital élargit sa sphère d'opération, qu'on voit constamment surgir de nouvelles entreprises et s'agrandir les usines existantes, l'armée de réserve se réduit et le capital part à la recherche d'une nouvelle main-d'oeuvre à exploiter". (*)

§5. Le commerce extérieur

Le commerce extérieur permet de rehausser le taux de profit par différents biais:

a. Importation de matières premières minérales et agricoles.

Les capitalistes peuvent se procurer dans des pays encore peu industrialisés des matières premières et des denrées alimentaires à bas prix. L'importation de matières premières permet une diminution de la valeur de certains éléments du capital constant et freine de la sorte la hausse de la composition organique du capital; l'importation de produits alimentaires permet quant à elle une baisse de la valeur de la force de travail et une augmentation de la plus-value relative. Ces deux sortes d'importations agissent donc en contre-tendance à la baisse du taux de profit.

b. Exportation de produits industriels

Les capitalistes des pays industrialisés peuvent également utiliser les marchés extérieurs comme marchés d'écoulement des produits manufacturés au-dessus de leur valeur. En effet, "on entre ici en concurrence avec des pays dont les facilités de production marchande sont moindres, de sorte que le pays le plus avancé vendra ses marchandises au-dessus de leur valeur, bien qu'il les cède à meilleur compte que les pays concurrents ... Tout comme le fabricant

(*)E. MANDEL op. cit. p. 184

qui, utilisant une invention nouvelle avant sa généralisation, vend à meilleur marché que ses concurrents et néanmoins au-dessus de la valeur individuelle de sa marchandise, c'est-à-dire met en valeur, comme surtravail, la productivité spécifiquement supérieure du travail qu'il emploie". (*)

Les capitalistes obtiennent donc un surprofit, qui tend à élever le taux moyen de profit national, grâce à l'exportation de produits industriels dans des pays industriellement moins développés.

c. Investissements de capitaux à l'étranger

L'exportation de capitaux est aussi à l'origine de surprofit pour les capitalistes des pays industrialisés, dans la mesure où ces exportations sont dirigées vers des pays où prévalent une composition organique du capital plus basse et un degré d'exploitation plus élevé, et donc un taux de profit supérieur. Ces taux de profit plus élevés que rendent les capitaux investis à l'étranger entrent dans le système de péréquation du taux de profit général (national) et l'augmentent proportionnellement.

Au terme de cette brève analyse des contre-tendances à la baisse du taux de profit, insistons avec Marx sur le fait que "les mêmes causes qui provoquent la baisse du taux de profit général suscitent des effets contraires qui freinent, ralentissent et paralysent partiellement cette baisse. Ils ne suppriment pas la loi, mais en affaiblissent l'effet. Sinon ce n'est pas la baisse du taux de profit général qui serait incompréhensible, mais inver-

(*) K. MARX op. cit. p. 250

sément la lenteur relative de cette baisse. C'est ainsi que la loi n'agit que sous forme de tendance dont l'effet n'apparaît d'une façon frappante que dans des circonstances déterminées et sur de longues périodes de temps". (★)

V. D'AUTRES CONTRE-TENDANCES ?

L'analyse des contre-tendances montre que la baisse du taux de profit peut être reportée grâce à l'augmentation de l'exploitation et au maintien de la composition organique du capital dans certaines limites. "Autrement dit, le développement capitaliste pourra avoir lieu à condition qu'il saisisse toutes les occasions de frayer la baisse du taux de profit. Les données empiriques qui prouveraient le maintien du taux d'exploitation ou de la composition organique ne prouvent donc ni la vérité ni la fausseté de cette loi. Elles sont plutôt le résultat provisoire de l'effort fourni par le système pour maintenir ses variables dans un rapport constant, ou pour les faire varier selon des proportions bien précises dans le but d'éviter la baisse du taux de profit. Marx ne considère pas ces variables comme des données dont l'analyse doit partir, mais plutôt comme les résultantes des forces sociales qui les sous-tendent et que l'analyse doit révéler. Dans ce sens, la tâche centrale de l'économie politique marxiste moderne est d'analyser comment, à terme, le système social de production s'organise provisoirement en vue de maintenir certaines variables au niveau requis dans les conditions d'un développement technologique rapide à forte intensité du capital". (★★)

Cette analyse pourrait partir des contre-tendances mentionnées par Marx: il s'agirait d'évaluer leur importance respective

(★) K. MARX op. cit. p. 251

(★★) M. COGOY Temps modernes, sept.-oct. 1972, p. 407

dans tel pays, à telle époque, afin d'estimer dans quelle mesure elles ont été capables de freiner la tendance à la baisse du taux de profit. Toutefois l'évolution historique du mode de production capitaliste semble indiquer qu'au-delà d'un certain degré de développement, le système a sécrété d'autres "réponses" provisoires à la baisse du taux de profit. N'y aurait-il donc pas d'autres contre-tendances, ignorées par Marx parce qu'elles étaient imprévisibles à l'époque où il rédigeait le Capital, étant le résultat provisoire de l'effort fourni par le système pour éviter la baisse du taux de profit ?

Certains auteurs marxistes interprètent en ce sens plusieurs manifestations récentes du mode de production capitaliste: interventions croissantes de l'Etat dans l'économie, nationalisations d'entreprises, formations de monopoles, d'entreprises multinationales, inflation ... L'analyse de ces différents phénomènes m'entraînerait trop loin, aussi me limiterai-je à ceux qui ont marqué le capitalisme britannique dès la fin du XIXème siècle: la formation de monopoles et l'intervention de l'Etat dans les sphères économiques et sociales.

§1. Formation de monopoles.

La création de monopoles, tendance du capitalisme que Marx n'a certes pas ignoré, est étroitement liée à la hausse de la composition organique du capital: l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable et l'accroissement concomitant du capital fixe par rapport au capital circulant provoque en effet une augmentation de la dimension moyenne des unités de production.

En quoi la concentration et la centralisation du capital peuvent-elles être considérées comme contre-tendances à la baisse du taux de profit ? La formation de monopoles est en quelque sorte une réponse des capitalistes à la baisse de la rentabilité du capital, un moyen de rehausser le taux de profit. En effet, les monopoles sont en mesure d'établir des prix supérieurs aux prix de la

libre concurrence et obtiennent de ce fait un taux de profit supérieur au taux de profit moyen. Les monopoles jouissent de ce surprofit parce que le contrôle ou l'élimination de la concurrence, du flux libre des capitaux, leur permet d'échapper à la péréquation du taux de profit.

Mais s'il est vrai que les monopoles se soustraient à la péréquation du taux de profit, quel est l'effet final de la centralisation du capital sur le taux moyen de profit ? La formation de monopoles est-elle une contre-tendance au même titre que celles analysées par Marx ?

Le simple fait d'accords monopolistes n'augmente pas en soi la valeur totale conservée ou nouvellement créée par la force de travail employée dans la société. Par conséquent les surprofits monopolistes doivent résulter d'un transfert de valeur provenant des revenus d'autres membres de la société: capitalistes des secteurs concurrentiels ou salariés. Or la formation de monopoles n'a - a priori - aucune raison de s'accompagner d'une augmentation du degré d'exploitation. Dès lors les surprofits de monopole reposeraient uniquement sur un transfert de plus-value en provenance des secteurs concurrentiels. Bref, plutôt que de créer de la plus-value additionnelle, la formation de monopoles entraînerait une redistribution de la plus-value existante. Dans ce cas, ce phénomène ne permettrait pas d'accroître la rentabilité du capital social total.

Toutefois d'autres considérations permettent de nuancer cette position (*). Le transfert de plus value qui se produit des secteurs concurrentiels vers les secteurs monopolisés incite les

(*) J. GOUVERNEUR, Notes d'économie marxiste

premiers à adopter à leur tour des pratiques monopolistes afin de lutter contre la baisse de leur taux de profit. Ainsi se réduit peu à peu la proportion des secteurs concurrentiels dans l'économie. Mais la monopolisation des secteurs successifs de l'économie implique que ces secteurs obtiennent, eux-aussi, des profits accrus. Théoriquement ces profits peuvent provenir de trois sources: une réduction des profits déjà monopolisés, un transfert additionnel de plus-value en provenance des secteurs encore concurrentiels, ou la compression des salaires à un niveau inférieur à la valeur de la force de travail. Il semble logiquement impossible qu'à long terme les surprofits additionnels proviennent exclusivement des deux premières sources. Dès lors la formation de monopole aurait tendance à la longue à comprimer les salaires au-dessus de la valeur de la force de travail et, dans cette mesure, à freiner la baisse du taux moyen de profit.

§2. Rôle de l'Etat

Le degré d'intervention de l'Etat dans l'économie évolue avec le développement du mode de production capitaliste. Plus que pour tout autre phénomène, il me semble difficile d'analyser théoriquement le rôle de l'Etat dans la société capitaliste étant donné qu'il est tributaire des conditions concrètes de l'évolution de cette société.

Toutefois la conception marxiste du rôle de l'Etat voit dans toute action de celui-ci une raison-d'être invariable; "Les différents appareils d'Etat ont pour rôle principal de maintenir l'unité et la cohésion d'une formation sociale en concentrant et en consacrant la domination de classe, et de reproduire ainsi les rapports sociaux, c'est-à-dire les rapports de classe. Les rapports politiques et les rapports idéologiques se matérialisent

et s'incarnent comme pratiques matérielles dans les appareils d'Etat".(*)
Toutes les interventions particulières de l'Etat, d'ordre politique, social, juridique ou économique, découleraient de cette exigence première de reproduction des rapports sociaux.

Cela ne signifie pas que l'Etat agira exclusivement en faveur de la bourgeoisie capitaliste; car "dans le cas de l'Etat capitaliste l'autonomie du politique peut permettre la satisfaction d'intérêts économiques de certaines classes dominées, en limitant même éventuellement le pouvoir économique des classes dominantes, en freinant au besoin leur capacité de réaliser leurs intérêts économiques à court terme, à la seule condition cependant - devenue possible dans le cas de l'Etat capitaliste - que leur pouvoir politique et l'appareil d'Etat demeurent intacts".(**)

Dans quelle mesure les interventions économiques ou sociales de l'Etat en faveur du prolétariat tendent-elles à accélérer la baisse du taux de profit ? Cette question devrait faire l'objet d'une analyse approfondie, tant sur le plan théorique que sur le plan historique, analyse que je ne puis entreprendre ici. Je me contenterai donc, dans la seconde partie de cette étude, de relever quelques modifications importantes dans l'attitude de l'Etat à l'égard des travailleurs.

La fin du XIXème siècle en Grande Bretagne vit une autre modification du rôle de l'Etat dans l'économie, modification qui met en lumière les raisons pour lesquelles les actions de l'Etat, tout en poursuivant toujours le même but fondamental, doivent s'adapter aux diverses conjonctures. En effet durant l'époque d'expansion du capitalisme de libre concurrence, le dynamisme économique était si puissant que toute intervention de l'Etat eut été perçu par la bour-

(*) POULANTZAS "Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui"

Seuil, 1974, p. 28.

(**) POULANTZAS "Pouvoir politiques et classes sociales" Maspero 1968.

geoisie industrielle comme une entrave à l'expansion de la production. Mais les exigences de la bourgeoisie capitaliste changent avec l'avènement des monopoles. Elle fait appel à l'Etat pour résoudre deux problèmes créés ou aggravés par la monopolisation de l'économie: la valorisation des capitaux excédentaires et la baisse de la rentabilité du capital.(*)

- Pour maintenir à leur avantage un taux de profit élevé, les entreprises monopolistes doivent limiter la production, et donc les réinvestissements dans leur secteur. Mais alors comment valoriser tous leurs surprofits ? Lorsque l'économie est encore peu monopolisée, les capitaux excédentaires trouvent facilement des débouchés dans les secteurs concurrentiels. Mais au fur et à mesure que ceux-ci se réduisent, les excédents de capitaux à la recherche d'investissements rentables se généralisent. La valorisation de tout capital constituant la raison-d'être du capitalisme, celui-ci est forcé de trouver des secteurs nouveaux d'investissement pour ses capitaux excédentaires. Ceux-ci ont été fournis dans une mesure croissante par les dépenses publiques: l'Etat fournit ainsi un débouché et un taux de profit garanti aux entreprises monopolistes.

- Si l'Etat intervient comme producteur de marchandises et s'il accepte de travailler à profit réduit ou nul, le taux moyen du secteur privé se trouve relevé. En effet dans ce cas, l'Etat, tout en n'exigeant pas de profit, produit des marchandises qui incluent une plus-value; il en résulte un transfert de plus-value du secteur public au secteur privé.

Au terme de cette brève analyse du rôle de l'Etat capitaliste, il me semble difficile de préciser dans quelle mesure les interventions de celui-ci peuvent être assimilées à des contre-tendances à la baisse du taux de profit. On pourrait supposer néanmoins que, en raison de la suprématie de la classe dominante, les interventions

(*) J. GOUVERNEUR op. cit.

de l'Etat ne peuvent menacer le maintien des rapports sociaux et à travers eux de l'exploitation de la force de travail par les propriétaires des moyens de production. En ce sens le rôle de l'Etat revient à maintenir ou à créer sans cesse les conditions favorables au développement du mode de production capitaliste; c'est dans cette mesure - me semble-t-il - qu'il contrecarre indirectement la baisse du taux de profit.

XXXXXXXXXX

Y a-t-il lieu de tirer des conclusions de cette analyse théorique ? La théorie économique ne suffit pas à elle-même, elle n'est qu'un outil, une grille d'analyse. Il est temps d'appliquer le conseil de M. Cogoy selon qui, répétons-le, "la tâche centrale de l'économie politique marxiste est d'analyser comment, à terme, le système social de production s'organise provisoirement en vue de maintenir certaines variables au niveau requis dans les conditions d'un développement technologique rapide à forte intensité du capital ".(*)

XXXXXXXXXX

(*) M. COGOY op. cit. p. 407.

SECONDE PARTIE

CONFRONTATION A L'HISTOIRE ECONOMIQUE DE LA GRANDE-BRETAGNE, 1850-1914.

I. CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL DE LA G.B., 1850-1914. (*)

A l'époque où K. Marx et F. Engels rédigeaient le Manifeste Communiste, le capitalisme ne régnait encore que sur l'économie d'un seul pays: la Grande-Bretagne. Deux tiers de siècle suffirent, du milieu du XIXème siècle au commencement de la première guerre mondiale, pour que le capitalisme ne limite plus sa domination à un pays unique, mais devienne le mode de production prédominant dans le monde entier: entre 25 et 30% de l'humanité y furent alors soumis, à l'Angleterre s'ajoutèrent les Etats-Unis et toute l'Europe occidentale. La Russie et le Japon se transformèrent rapidement, et dans les pays asiatiques le règne des formes de production précapitaliste se trouva menacé.

Loin de nuire à la prospérité britannique, l'expansion du mode de production capitaliste à travers l'Europe et les Etats-Unis stimula, dans un premier temps, le développement de l'industrie anglaise en lui fournissant des débouchés illimités.

Dès le milieu du XIXème siècle, la structure industrielle anglaise se modifia, le secteur textile cédant rapidement sa première place au secteur des biens de production. Cette modification fut dictée par les besoins de l'accumulation de capital; elle fut en outre activée par la modification de la demande du reste du monde qui, en voie d'industrialisation, importa désormais plus de biens de production que de biens de consommation. Grâce à cette évolution, l'Angleterre parvint à maintenir jusqu'à la fin du XIXème siècle le premier rang dans la hiérarchie économique mondiale malgré l'essor rapide des industries allemande et américaine.

(*) Cette section est largement inspirée de l'ouvrage de F. STERNBERG: "Le conflit du siècle" Seuil 1956.

Cependant, tout au long du XIX^{ème} siècle, l'essor capitaliste fut constamment interrompu par des crises. L'Angleterre fut particulièrement marquée par la "Grande Dépression" qui débuta en 1873, se manifesta brutalement en 1880 et 89 et se poursuivit jusqu'en 1896. Cette dépression peut être considérée comme la ligne de partage entre deux stades historiques distincts du capitalisme: le premier plein de vigueur, prospère et enclin à l'esprit d'aventure, le second plus tourmenté, caractérisé par des hésitations et déjà marqué, diraient certains, par la sénilité et la décadence (*) . Au cours de ces années difficiles, l'Angleterre perdit son titre d'Atelier du Monde et devint simplement l'une des trois grandes puissances industrielles, avec l'Allemagne et les Etats-Unis.

S'il demeure des incertitudes quant aux causes de la Grande Dépression, il n'en demeure pratiquement pas quant à ses conséquences sur le capitalisme britannique. Deux grandes évolutions allaient marquer l'économie anglaise en cette fin du XIX^{ème} siècle: la concentration du capital et l'impérialisme.

L'époque d'essor impérialiste (1875-1914) fut caractérisée par l'existence d'un grand nombre de champs nouveaux d'investissement de capitaux, puis par le partage progressif de ces champs entre les puissances impérialistes. La Grande-Bretagne s'assura la part du lion dans ce partage du monde grâce à sa supériorité industrielle et financière qui n'était pas encore battue en brèche. L'impérialisme allait permettre à l'économie anglaise de sortir provisoirement de la dépression et lui faire connaître une nouvelle phase de prospérité s'étendant de 1896 à 1914.

Toutefois la première guerre mondiale allait accentuer les premiers traits de décadence du capitalisme britannique apparus durant

(*) M. DOBB, "Etudes sur le développement du capitalisme" Maspero 1971

la Grande Dépression. Elle provoqua pour la première fois dans l'histoire du capitalisme une modification fondamentale des relations entre l'Etat et l'économie, tandis que le gouvernement étendait, "pour la durée de la guerre", le domaine de sa compétence.

II. EVOLUTION DE LA COMPOSITION TECHNIQUE DU CAPITAL.

La tendance fondamentale qui provoque la baisse du taux de profit est l'élévation de la composition organique de capital, induite par la mécanisation du procès de production.

L'indication la plus évidente de l'existence de cette tendance doit être trouvée dans l'évolution de la mécanisation, c'est-à-dire dans la masse croissante de moyens matériels de production mis en oeuvre par une quantité donnée de force de travail (élévation de la composition technique du capital). Il serait fastidieux d'énumérer les innovations techniques qui transformèrent l'industrie britannique durant la seconde moitié du XIXème siècle, d'autant plus que l'on aperçoit aussi bien l'ampleur de la tendance à la mécanisation à travers l'essor du secteur des biens de production.

TABLEAU I. Indice de la production industrielle en G. B. 1913 = 100

	SECTEUR DES BIENS DE CONSOMMATION	SECTEUR DES BIENS DE PRODUCTION
1850	31,7	16,1
60	45,2	24,7
70	52,0	36,3
80	62,2	48,0
90	71,9	61,0
1900	82,3	73,5
10	89,0	84,7

Source: W.G. HOFFMANN "British Industry 1700-1950" Oxford 1955

Selon les estimations de W.G. Hoffmann, le taux de croissance moyen de la production entre 1855 et 1913 est de 2,5 dans le secteur des biens de production tandis qu'il n'est que de 1,6 dans le secteur des biens de consommation. Reléguant loin derrière elles le secteur textile, pionnier de la grande industrie, les mines de charbon et de fer, la construction, la production d'acier et de machines diverses devinrent les secteurs de pointe de l'industrie au cours de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle.

Les chiffres relevés au tableau I ne nous permettent évidemment pas de quantifier - même approximativement - l'accroissement de la composition technique du capital. Ils fournissent cependant une information déjà précieuse puisqu'ils prouvent l'existence - en Grande Bretagne de 1850 à 1914 - de la tendance à l'élévation de la composition technique du capital, cause première de la baisse du taux de profit.

III. EVOLUTION DU DEGRE D'EXPLOITATION DU TRAVAIL.

Le passage de la manufacture à la grande industrie s'accompagne d'une aggravation des conditions de travail de la plupart des ouvriers. Soumis à des conditions d'existence très précaires et encore incapables de résister à leurs employeurs, hommes, femmes et enfants quittant la campagne pour les villes furent contraints d'accepter des conditions de travail extrêmement rudes: horaires de 14 à 16 heures par jour, salaires de misère, insécurité totale face au chômage ou à la maladie ...

§1. Evolution des horaires de travail.

La nécessité d'une réglementation du marché du travail se fit rapidement sentir, tandis que la misère et le mécontentement de la classe ouvrière allaient croissants. Les premiers jalons de cette réglementation furent posés en faveur des enfants avec le Factory Act de 1833 qui limitait les horaires de travail des plus

jeunes. Petit à petit cette réglementation allait s'étendre aux adultes. Quinze ans plus tard le Ten Hours Act limita à 10 heures la journée de travail dans l'industrie cotonnière. En 1867, la législation des entreprises fut pour la première fois largement étendue au-delà de l'industrie textile.

En 1870 cependant, la durée moyenne de la semaine de travail était encore de 72 heures. Il fallut attendre la fin du siècle avant que ne se généralise un horaire de 54 heures. Il est néanmoins manifeste que, tout au long de la seconde moitié du XIXème siècle, la tendance fut au raccourcissement des horaires et à la limitation des prestations des familles des travailleurs, tendance allant à l'encontre des intérêts capitalistes. Cette évolution lente mais définitive allait donc réduire le taux de plus-value. Loin de constituer une "contre-tendance", elle allait renforcer la tendance à la baisse du taux de profit.

§2. Evolution de l'intensité de travail.

Le niveau de performance du travail fut longtemps déterminé par la tradition. C'est seulement vers les années 1870 que les employeurs tentèrent de réduire leurs coûts salariaux en imposant une augmentation de l'intensité du travail.

L'industrie anglaise subit dans ce domaine l'influence des Etats Unis où Taylor avait introduit la "gestion scientifique" dont le but était d'assurer le maximum d'efficacité dans l'utilisation de chaque travailleur, de chaque outil et de chaque machine. Afin de supprimer les obstacles à l'efficacité du travail, il s'agissait de repenser la répartition des tâches et l'organisation du travail. Désormais chaque travailleur allait recevoir quotidiennement des instructions écrites lui imposant jusque dans les détails la tâche à accomplir, la méthode à appliquer et le temps autorisé. Précisons que le gain de temps obtenu grâce à cette méthode reposait non seulement sur une rationalisation des gestes, mais en large partie sur un accroissement de l'effort nerveux fourni par les

travailleurs.

Quelle fut exactement l'ampleur de l'intensification du travail en Grande-Bretagne avant la première guerre mondiale ? Les informations sont hélas peu abondantes à ce sujet. Bien qu'étant une des grandes préoccupations des employeurs de l'époque, il semble que cette tendance rencontra une forte résistance de la part des ouvriers. Ce serait seulement après la première guerre mondiale qu'un degré accru d'intensité fut progressivement imposé à tous les travailleurs des pays industrialisés.

Il me semble que l'on peut conclure que l'intensification du travail ne fut pas, de 1850 à 1914, une source très importante d'augmentation de la plus-value. Néanmoins le mouvement était amorcé; les secteurs pionniers pouvaient par ce biais élever leur taux de profit tandis que la généralisation ultérieure de la tendance allait contribuer au maintien de la Grande-Bretagne en tête du commerce mondial, en abaissant la valeur relative des produits de son industrie.

§3. Evolution de la productivité du travail.

Nous avons vu lors de l'analyse théorique qu'il y a augmentation de la plus-value relative lorsque l'accroissement de la productivité du travail affecte les branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de la force de travail. Selon P. Salama, pour que la valeur de la force de travail diminue, "il suffit que le progrès technique soit dirigé aussi bien vers le secteur II (biens de consommation) que vers le secteur I (biens de production). Ce dernier secteur est souvent négligé par les économistes marxistes. Rappelons qu'il suffit qu'il y ait baisse de la valeur des machines qui vont servir à produire des biens de consommation pour qu'il y ait mécanisme de plus-value relative".(*)

(*) P. SALAMA, "Le procès de sous-développement" Maspero 1972, p.59.

Dès lors tout accroissement de productivité, quelle que soit l'industrie où il se manifeste, a pour effet final d'abaisser la valeur de la force de travail. Sans doute l'effet est-il plus rapide et plus marqué lorsque la productivité se modifie dans le secteur II. Mais ne disposant pas d'estimations des accroissements de productivité par secteur, je considérerai que l'évolution de la productivité pour l'ensemble de l'économie constitue une approximation adéquate de la contenance analysée dans ce paragraphe.

Le graphique 1. retrace l'indice de la productivité industrielle, établi sur base de la production industrielle par personne employée. Il indique que les accroissements de productivité furent extrêmement marqués durant la seconde moitié du XIXème siècle, l'indice passant de 65 en 1870 à 111 en 1890. En revanche, le début du XXème siècle fut caractérisé par une stagnation de la productivité.

Quel fut l'impact des progrès de productivité sur la valeur de la force de travail ? Rappelons que celle-ci est influencée par deux facteurs distincts :

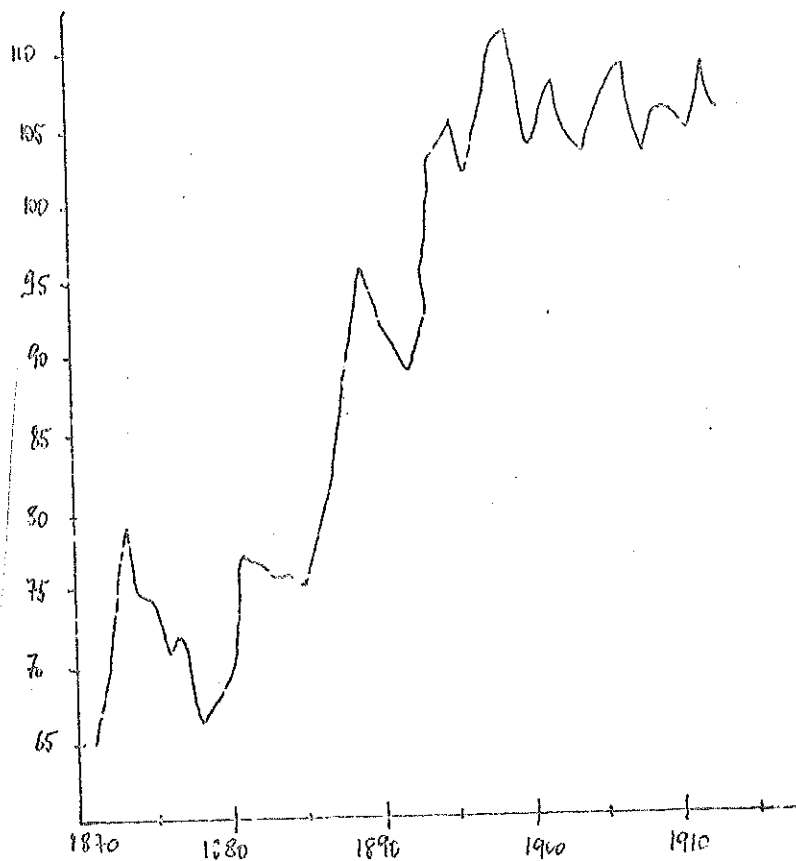
- d'une part, la valeur - ou le prix - des marchandises entrant dans le minimum vital,
- d'autre part, la détermination de ce minimum vital, variable dans le temps.

Sans doute les variations de productivité ne sont-elles pas sans effet sur ce second facteur, mais je me permettrai de ne pas en tenir compte dans cette section et d'isoler le premier facteur qui découle plus directement des accroissements de productivité.

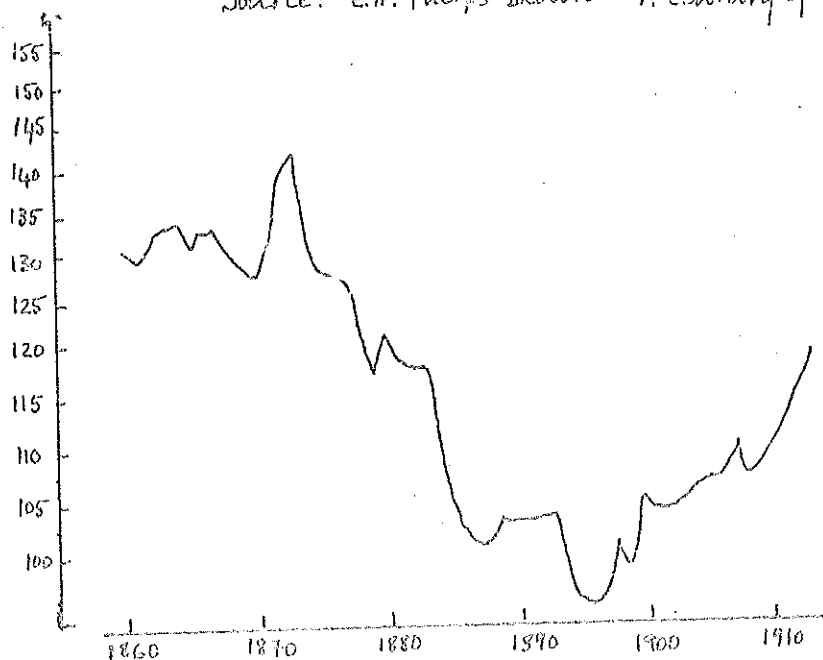
Isoler ce premier facteur revient à mesurer l'évolution des prix des biens de consommation, en supposant que la consommation des travailleurs n'a pas changé en termes matériels. C'est précisément cette mesure que Phelps Brown nous fournit en élaborant un indice du coût de la

GRAPHIQUE 1 Indice de la productivité industrielle
1890-99 = 100 - Royaume-Uni
Source: E.H. Phelps BROWN "A Century of Pay"

31.



GRAPHIQUE 2 Indice du coût de la vie 1890-99 = 100
Royaume-Uni
Source: E.H. Phelps BROWN "A Century of Pay"



vie qui retrace l'évolution des prix d'un "panier" de biens constant. Le graphique 2. nous indique donc - très approximativement - quelle fut l'influence des accroissements de productivité sur la valeur de la force de travail par le biais de la baisse des prix. Il est manifeste que jusqu'à la fin du XIXème siècle, les accroissements de productivité provoquèrent une forte baisse de la valeur de la force de travail.

On serait tenté de conclure, sur base de ces indications, que la hausse marquée de la productivité durant cette période, allait permettre aux capitalistes de regagner en plus-value relative ce qu'ils avaient perdu en plus-value absolue, suite à la réduction des horaires de travail. Mais rappelons-nous que nous avons, dans ce paragraphe, étudié un seul des deux facteurs agissant sur la valeur de la force de travail, et donc sur la plus-value relative. Attendons donc, avant de conclure, d'avoir quelques indications sur ce second facteur que nous étudierons dans la section IV.

§ 4. Rôle du mouvement syndical.

Nous avons vu implicitement dans les trois paragraphes précédents l'importance de la résistance ouvrière qui parvint à modérer les pressions des capitalistes visant à accroître le taux de plus-value. Cette résistance trouva sa force dans son organisation croissante. En effet, le mouvement syndical, encore à l'état embryonnaire en 1850, allait connaître un développement prodigieux et ininterrompu durant la seconde moitié du XIXème siècle.

Comptant environ un million de membres vers 1880, le mouvement syndical connut une explosion en 89-90, l'amenant à un sommet de plus d'un million et demi de membres. Ce chiffre retomba provisoirement de 1892 à 1895, mais l'ascension reprit aussitôt : en 1911-13, le nombre de travailleurs syndiqués s'élevait à 4 millions, il devait monter jus-

qu'à 8 millions à la fin de la première guerre mondiale (*).

Le succès du syndicalisme auprès des travailleurs était imputable aux victoires qu'il remportait dans ses affrontements avec les employeurs : les nombreuses grèves qui se succédèrent à Londres vers la fin des années 80 démontrèrent la force des syndicats et furent un stimulant à la généralisation de la résistance ouvrière.

Au développement des syndicats, il faut ajouter quelques événements politiques de grande importance pour les travailleurs, tels que la modification progressive du système électoral, de plus en plus démocratique, et la convergence des syndicats et des partis des travailleurs dans une organisation politique unique, le Labour Party, qui fit son apparition au début du XXème siècle.

L'organisation de la lutte ouvrière fut lourde de conséquences pour les capitalistes britanniques. Elle allait tout d'abord remettre en cause les procédés traditionnels d'extorsion de plus-value ; mais en outre les nouvelles victoires des travailleurs devaient entraîner ceux-ci dans un processus cumulatif de revendications, de plus en plus menaçantes pour les intérêts de la classe dominante.

IV. EVOLUTION DES SALAIRES ET DE LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL.

§ 1. Réduction des salaires au-dessous de la valeur de la force de travail ?

La vérification historique de cette contre-tendance s'avère impossible dans la mesure où la valeur de la force de travail n'est pas une donnée empirique mais un concept abstrait. Comment comparer le salaire à la valeur de la force de travail alors que la seule estimation

(*) E.J. HOBSEBORN, "Industry and Empire. An Economic History of Britain since 1750", London, 1968, p. 138, et

J. CLAPHAM, "An Economic History of Modern Britain. Vol. III : Machines and National Rivalries, 1887-1914", CUP 1951, p. 319.

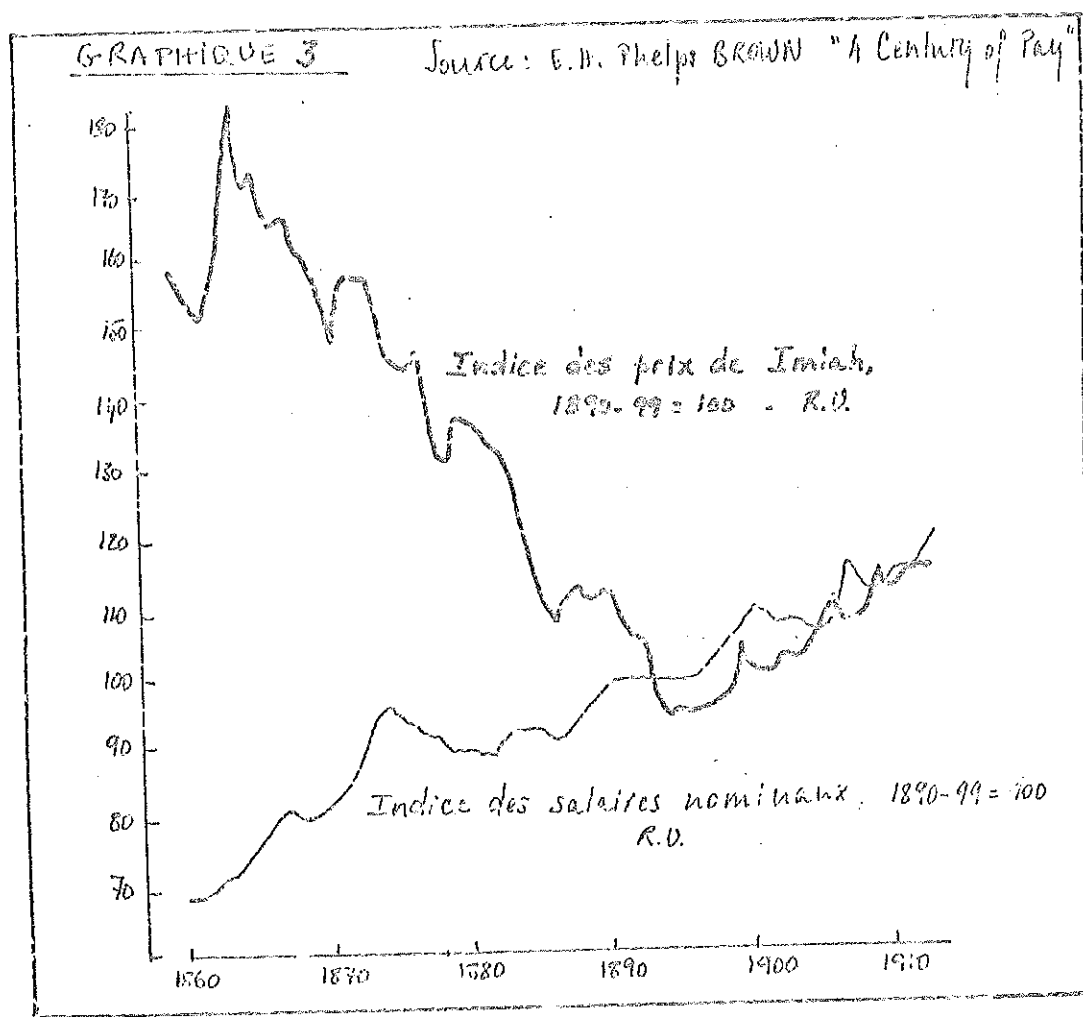
que l'on puisse obtenir de celle-ci est le salaire lui-même ? Nous devons donc nous contenter ici de quelques indications.

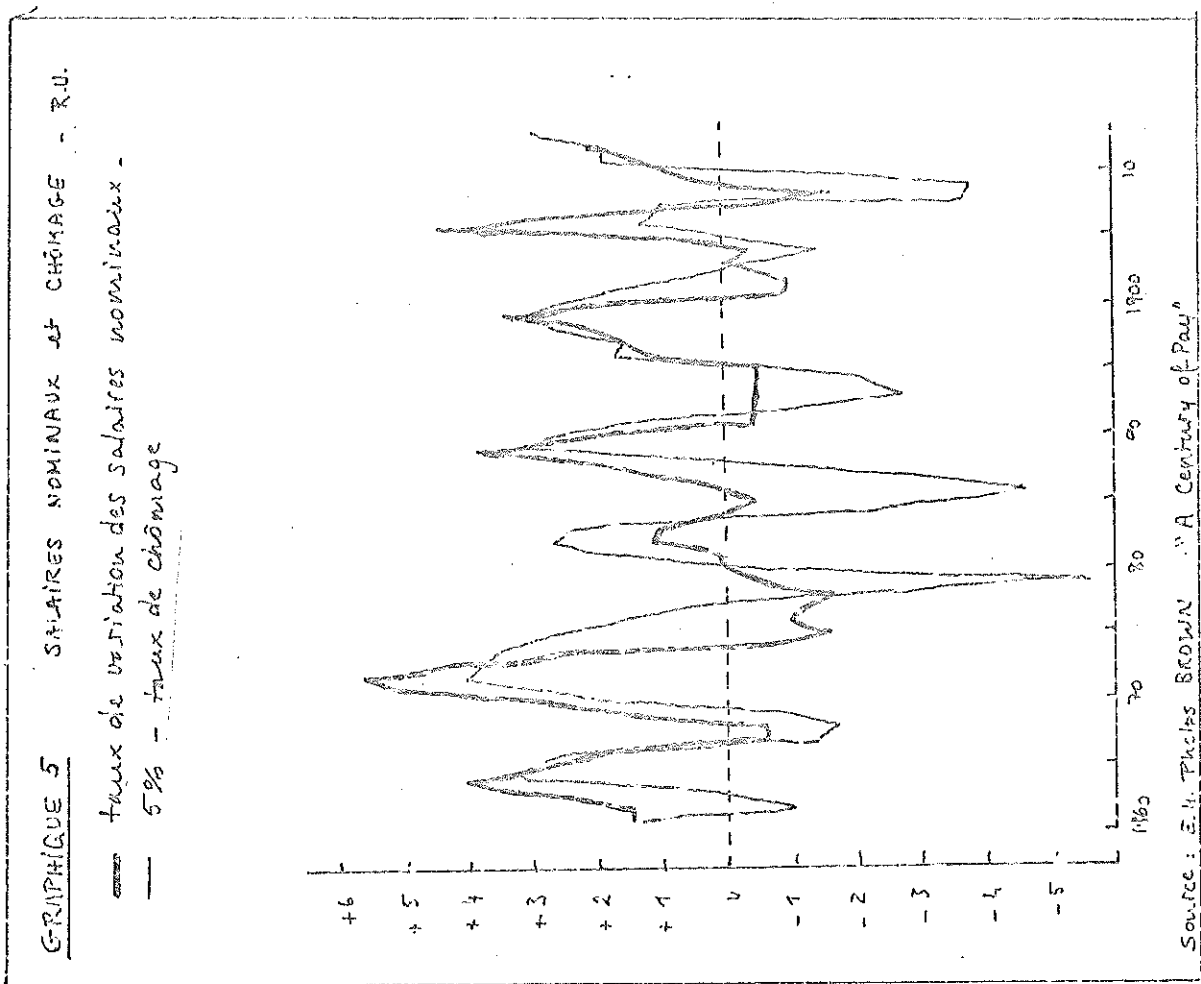
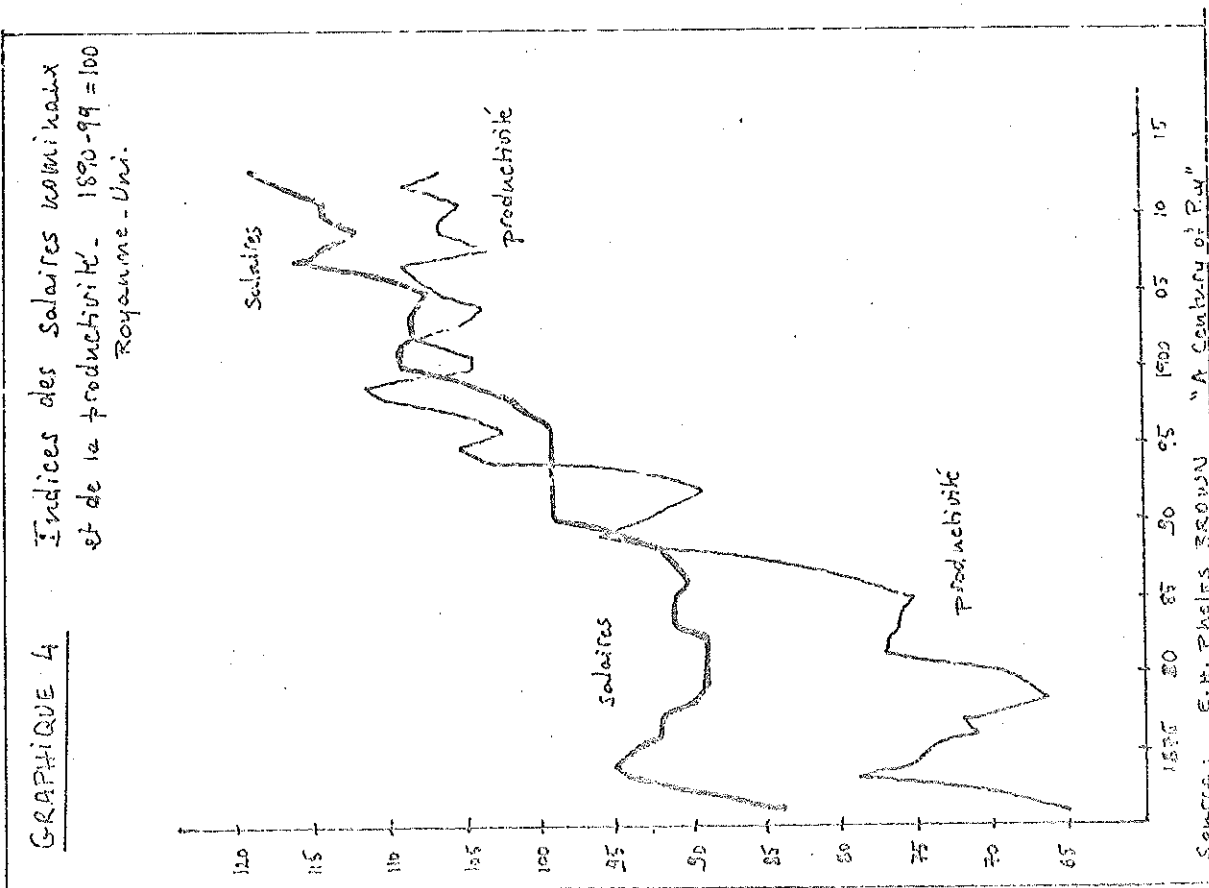
Selon E. Mandel, une réduction du salaire (nominal) au dessous de la valeur de la force de travail a lieu lorsque, bien que les progrès de la productivité du travail permettent une élévation du niveau de vie des travailleurs, et donc de la valeur de la force de travail, cela ne se traduit pas par une élévation des salaires (réels) en raison de la pression de l'armée de réserve (*). L'élément à analyser est donc une élévation du niveau de vie.

Or la période 1850-1914 fut précisément marquée par une très nette élévation du niveau matériel de vie des travailleurs. D'une part, la consommation de produits traditionnels (sucre, thé, tabac, vêtements) augmenta très largement, d'autre part de nouveaux produits (fruits, machine à coudre, bicyclette) furent introduits dans la consommation courante des travailleurs, suite au développement de la production sur grande échelle. La tendance générale à l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière est illustrée par la comparaison des évolutions respectives des salaires nominaux et des prix. Le graphique 3. nous indique en effet qu'au cours de la seconde moitié du XIXème siècle, les salaires nominaux n'ont cessé de croître en dépit de la baisse persistante du niveau général des prix.

Cette brève analyse ne prétend pas confirmer ou infirmer une tendance à la réduction du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail. Elle indique simplement que l'accroissement des salaires au cours de la période étudiée a permis une élévation très rapide du niveau de vie, et que rien ne permet d'affirmer que cette élévation ait été inférieure à celle de la notion abstraite de "valeur de la force de travail".

(*) E. MANDEL, "Traité d'économie marxiste", T. I, Julliard 1962, p. 183.





Avant de poursuivre cette analyse, ouvrons une parenthèse concernant la valeur de la force de travail. Nous sommes en effet maintenant en possession d'estimations au sujet des deux facteurs influençant la valeur de la force de travail. Nous avons vu dans la section précédente, que les progrès de la productivité permirent une baisse générale des prix qui, si elle avait joué seule, aurait provoqué une baisse de la valeur de la force de travail. Toutefois, nous constatons que celle-ci, pour autant qu'elle se reflète dans les salaires nominaux, s'est constamment élevée durant la période que nous étudions, parallèlement à l'élargissement du "panier" de consommation des travailleurs.

La hausse de la valeur de la force de travail signifie-t-elle que la plus-value relative diminua au cours de cette période ? Pour répondre à cette question, il faut comparer les accroissements des salaires à ceux de la productivité. En effet, la plus-value relative peut s'accroître tant que les premiers ne dépassent pas les seconds. Cette comparaison est résumée dans le graphique 4. ; bien qu'approximative, elle indique que le rythme d'accroissement de la productivité fut, jusqu'à la fin du XIXème siècle, nettement supérieur à celui des salaires, laissant donc subsister une source de plus-value relative. En revanche, il semble que la stagnation de la productivité qui marqua le début du XXème siècle, tandis que les salaires poursuivaient leur ascension, ait provoqué une diminution de la plus-value relative.

Revenons au sujet de cette section : la réduction du salaire au dessous de la valeur de la force de travail. Une seconde indication concernant cette contre-tendance peut être trouvée dans l'évolution du taux de chômage. En effet, une baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail est toujours imputable à la pression de l'armée de réserve. Dès lors, si l'on constate qu'un accroissement du chômage s'accompagne systématiquement d'une baisse des salaires nominaux, on peut y voir une confirmation de l'existence de la contre-tendance que nous analysons.

E.H. Phelps Brown a précisément établi une comparaison graphique entre le taux de chômage et le taux de variation des salaires nominaux qui indique une forte corrélation entre ces deux variables (graphique 5). Remarquons toutefois que le graphique présente une asymétrie : aux diminutions du taux de chômage (augmentation de la variable 5 % - taux de chômage) correspondent de fortes augmentations du salaire nominal alors que les accroissements du taux de chômage ne s'accompagnent que de faibles diminutions salariales. Cette asymétrie doit être expliquée par la résistance ouvrière.

Bien que ce graphique doive être interprété avec prudence, il semble donc indiquer qu'en Angleterre, entre 1850 et 1914, une "réduction du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail" ait été moins prononcée qu'une hausse provisoire des salaires au-dessus de la valeur de la force de travail ! Dès lors l'importance de cette contretendance serait minime, puisque le peu de plus-value qu'elle fournit aux capitalistes en période de récession serait largement repris durant la phase d'expansion ...

§ 2. Evolution démographique.

Comment expliquer l'impact relativement faible de l'armée de réserve sur le niveau des salaires ? Il semble que l'on puisse trouver un élément d'explication dans l'émigration massive des travailleurs britanniques vers le Nouveau Monde. L'expansion américaine à travers le nouveau continent contribua à améliorer les conditions sur les marchés européens du travail : elle ouvrit une soupape de sécurité fort importante qui diminua le nombre et la force des armées de réserve en Europe et pouvait même, dans certaines circonstances, en empêcher la formation.

Les chiffres suivants nous donnent une idée de l'ampleur de l'émigration en Angleterre et au Royaume-Uni :

TABLEAU 2. Gain net (+) ou perte nette (-) en population dus aux mouvements migratoires.

	ANGLETERRE	ROYAUME-UNI
1841-1851	+ 294 000	
1851-1861	- 122 000	
1861-1871	- 60 000	
1871-1881	- 148 000	- 918 000
1881-1891	- 617 000	- 1 557 000
1891-1901	- 54 000	- 586 000
1901-1911	- 502 000	- 1 083 000

Sources : Angleterre : DEAN & COLE, "British Economic Growth : 1688-1959"
Royaume-Uni : B. THOMAS, "Migration and Economic Growth".

V. INDUSTRIES A FAIBLE COMPOSITION ORGANIQUE DU CAPITAL.

Un recensement de la création ou du maintien d'industries à faible composition organique du capital en Grande Bretagne de 1850 à 1914 représente un travail qui dépasse largement le cadre de cette étude. Je me contenterai ici d'une brève analyse de l'évolution du secteur agricole qui est devenu, au cours du XIXème siècle, une "branche d'industrie" semblable aux autres, tout en étant caractérisé par une composition organique du capital relativement basse. Du point de vue de l'effet sur le taux de profit, on peut assimiler l'évolution du secteur agricole à un élargissement du mode de production capitaliste à un secteur à faible composition du capital, pour les raisons que nous allons voir.

Dans l'agriculture, l'élément matériel de base de la production, la terre, est limité. Cet élément a été accaparé par une classe de propriétaires fonciers qui, en vertu du monopole qu'elle exerce, bénéficie

d'une rente foncière. Voyons avec E. Mandel quelle est exactement l'origine de cette rente :

"Comme toute la production agricole est absorbée par le marché, le prix de vente du blé sera déterminé par les conditions de production des champs les moins rentables (par leur fertilité, leur exploitation ou leur situation géographique) de sorte que ce prix de vente dépasse largement le prix de production des fermes plus rentables qui rapporteront ainsi un surprofit. Comme, d'autre part, l'agriculture ne participe pas à la péréquation générale du taux de profit, du fait de l'existence des monopoles précités, même le blé produit dans les conditions les moins rentables n'est pas vendu à son prix de production (c'est-à-dire incorporant un profit moyen) mais est vendu à sa valeur qui est supérieure au prix de production précisément du fait du retard technique de l'agriculture par rapport à l'industrie, de la composition organique plus faible dans la sphère agricole. La rente foncière capitaliste prend son origine dans ce double décalage, et n'existe que dans la mesure où subsiste ce décalage" (*).

A partir du moment où l'agriculture ne jouit plus d'une situation de monopole, la rente foncière disparaît. Deux événements allaient entraîner un tel changement dans la position de l'agriculture anglaise au XIXème siècle.

En premier lieu, en adoptant une position libre-échangiste, la Grande Bretagne ouvrit ses portes aux produits agricoles étrangers. La suppression des Corn Laws en 1846 fut l'aboutissement de trente ans de lutte entre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie capitaliste qui avait tout à gagner de l'ouverture des frontières britanniques aux produits agricoles étrangers.

(*) E. MANDEL, op. cit., t. II, p. 173 ; souligné par moi.

Mais cette ouverture des frontières n'aurait pas menacé la rente foncière si le reste du monde avait connu une même situation de pénurie relative de vivres qui permit le maintien de prix agricoles élevés. Or au cours du dernier quart du XIXème siècle, de vastes étendues de prairies et de pampas commencèrent à être cultivées aux Etats-Unis, au Canada, en Amérique Latine et en Russie, à l'aide de moyens mécaniques, ce qui réduisit de 50 % le prix de revient des produits agricoles concernés.

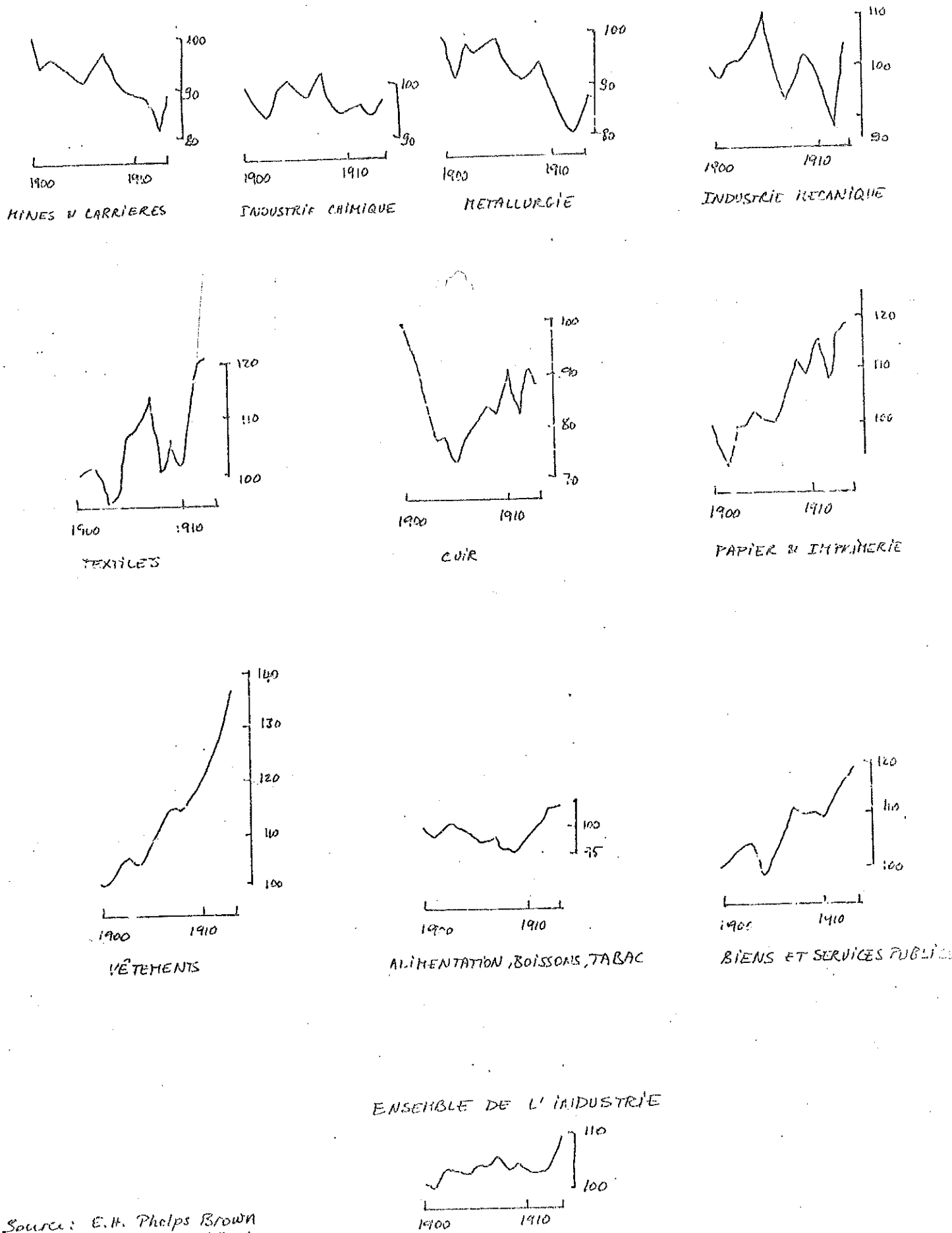
C'est ce qui explique l'effondrement des prix agricoles en Grande Bretagne vers les années 1870-80, qui entraîna la disparition de toute forme de rente foncière. A partir de ce moment la plus-value créée dans l'agriculture participa à la péréquation générale du taux de profit, ce qui eut pour effet de relever le taux de profit moyen, en raison du niveau relativement bas de la composition organique du capital dans le secteur agricole. On peut en conclure que cette "création" d'un secteur à faible composition organique du capital allait, durant la période analysée, agir très nettement en contre-tendance à la baisse du taux de profit moyen.

VI. BAISSSE DE LA VALEUR DES ELEMENTS DU CAPITAL CONSTANT.

Rappelons-nous tout d'abord que le phénomène "baisse de la valeur des éléments du capital constant", en soi incontestable, ne contre-carre la baisse du taux de profit que si le progrès technique est plus rapide dans le secteur des biens de production que dans celui des biens de consommation. Dès lors, il me semble que la meilleure méthode de vérification de cette contre-tendance réside dans la comparaison des accroissements de la productivité du travail dans les différents secteurs de l'économie.

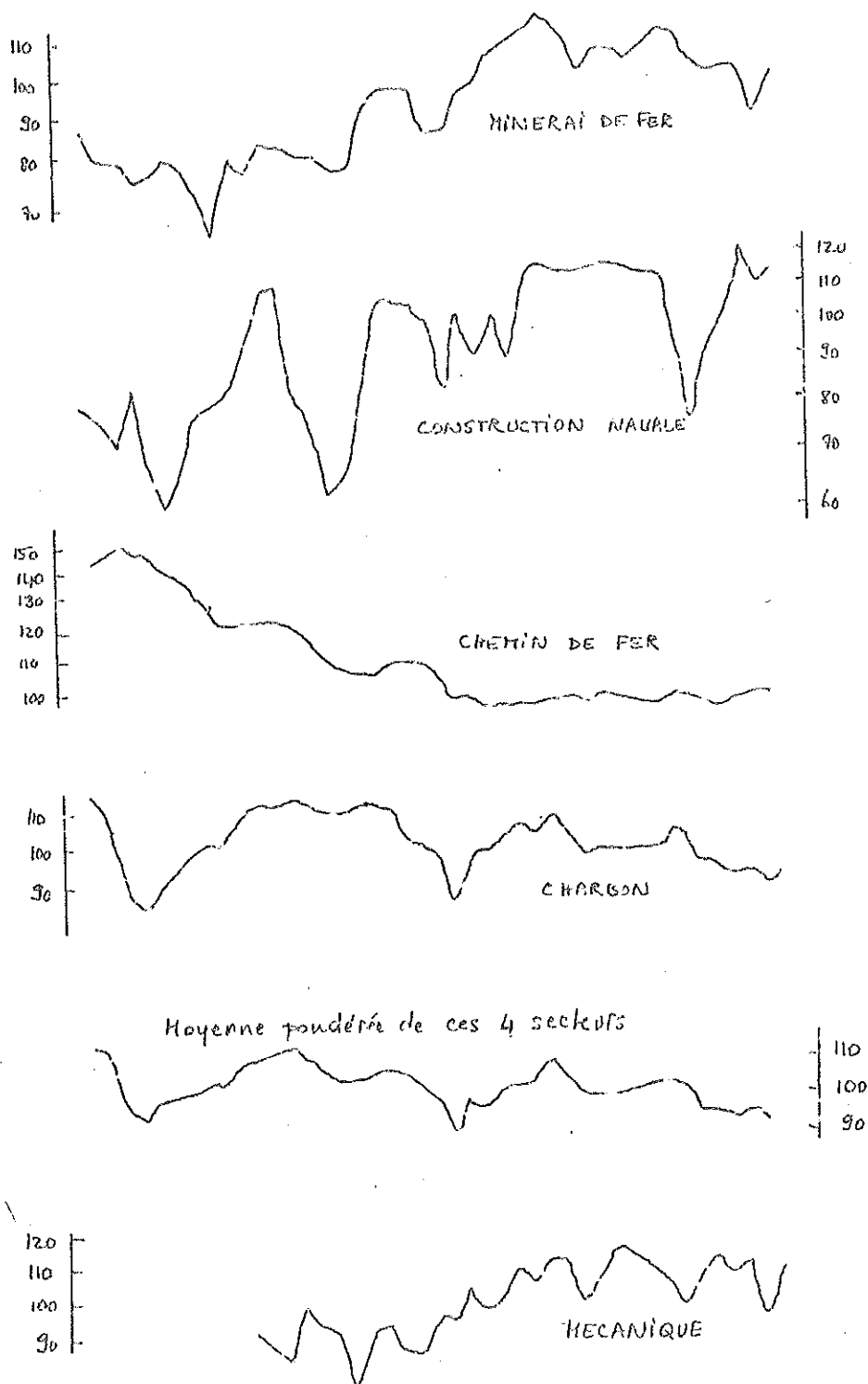
GRAPHIQUE 6.

INDICES DE PRODUCTIVITÉ PAR BRANCHES D'INDUSTRIE - 1900 = 100



GRAPHIQUE 7:

INDICES DE PRODUCTIVITE - 1890-99 = 100 - R.U.



Sources: E. B. Phelps BROWN "A Century of Pay"

Si l'on trouve chez de nombreux auteurs une estimation du taux d'accroissement de la productivité du travail pour l'économie britannique dans son ensemble, il s'avère malheureusement beaucoup plus difficile de trouver une étude comparative des productivités sectorielles. C'est seulement à partir de 1900, semble-t-il, que l'on peut mesurer approximativement la productivité par branche d'industrie.

E.H. Phelps Brown a établi cette mesure pour dix branches d'industrie de 1900 à 1913. Quatre d'entre elles (mines et carrières, industrie chimique, métallurgie et industrie mécanique) sont à classer dans le secteur des biens de production, tandis que les six autres appartiennent au secteur des biens de consommation. Le graphique 6 nous indique que les résultats obtenus infirment, pour la courte période 1900-1913, la thèse selon laquelle les accroissements de productivité sont plus importants dans le secteur des biens de production.

Il faudrait pouvoir établir la même comparaison pour l'ensemble de la période analysée ; malheureusement les chiffres font défaut, sauf pour cinq branches d'industrie qui appartiennent toutes au secteur des biens de production. Comparons les indices de productivité relevés au graphique 7 à celui prévalent dans l'ensemble de l'économie (graphique 1). On constate que ce dernier connaît durant l'ensemble de la période, une hausse aussi marquée que celle de l'indice de productivité relevé dans la branche d'industrie la plus prospère parmi les cinq étudiées (construction navale ...).

Je ne me risquerai pas à affirmer sur base de ces quelques chiffres - peut-être peu caractéristiques du secteur des biens de production dans son ensemble - que les accroissements de productivité furent plus marqués dans le secteur des biens de consommation que dans celui des biens de production. Toutefois, ils indiquent déjà que, en attendant de plus amples informations historiques, la "baisse de valeur des éléments du capital constant" ne peut pas être assimilée à une contre-tendance à la

baisse du taux de profit, du moins dans le cas particulier de la Grande-Bretagne de 1850 à 1914.

VII. LE COMMERCE EXTERIEUR.

Voyons successivement les trois biais par lesquels le commerce, extérieur renforça le mode de production capitaliste dans la métropole anglaise, à savoir, l'importation de matières premières et de denrées alimentaires, l'exportation de produits industriels, et l'exportation de capitaux.

§ 1. Importation de matières premières et de produits alimentaires.

Au cours de la période 1850-1913, le volume des importations anglaises s'est prodigieusement accru. L'indice de base 1880 = 100 (※) passe de 28,7 à 239,1 !

Le tableau 3 nous indique que les importations anglaises étaient principalement composées de matières premières et de produits alimentaires.

TABLEAU 3. Structures des importations britanniques en pourcentage du total.			
	PRODUITS ALIMENTAIRES	MATIERES PREMIERES	BIENS MANUFACTURES
1850	34 %	59 %	7 %
1870	35 %	50 %	15 %
1900	42 %	39 %	19 %
1913	37 %	43 %	20 %
Source : P. MATHIAS, "The First Industrial Nation", London 1969.			

(※) A. IMLAH, "The Terms of Trade of the United Kingdom , 1798-1913", Journal of Economic History, Nov. 1950, pp. 170 à 194.

L'accroissement de la part des biens manufacturés dans les importations britanniques est imputable à l'industrialisation du continent européen et des Etats-Unis qui devinrent bientôt de dangereux concurrents pour l'industrie anglaise. Néanmoins les importations sont encore, à la veille de la guerre, principalement constituées de matières premières et de produits alimentaires.

§ 2. Exportation de produits industriels.

La concurrence des pays nouvellement industrialisés allait également se faire sentir sur les marchés extérieurs : tandis que la part de la Grande Bretagne dans le commerce international de produits manufacturés était de 41,4 % en 1880, elle n'était plus que de 29,9 % en 1913 (*). Néanmoins l'Angleterre était encore en 1913 le plus grand exportateur du monde.

La structure des exportations britanniques allait progressivement se modifier en faveur des biens de production, comme l'indique le tableau 4.

TABLEAU 4. Structure des exportations du R.U. (en % du total).						
	TEXTILES	COTON	ACIER, FER	MACHINES	CHARBON	VEHICULES
1850-9	60	36	18	2	2	-
1860-9	62	36	15	3	3	-
1870-9	55	33	16	4	4	-
1880-9	49	32	15	5	5	-
1890-9	44	28	14	7	7	-
1900-9	38	26	14	7	10	3
1910-9	40	25	12	5	10	2
Source : P. MATHIAS, "The First Industrial Nation", London 1969.						

(*) D.H. ALDCROFT, "The Development of British Industry and Foreign Competition, 1875-1914", Allen & Unwin 1968, p. 20.

Les années 1850 virent, avec la construction de voies ferrées à travers le monde, un accroissement considérable des exportations britanniques de biens capitaux, accroissement qui allait se poursuivre jusqu'au XXème siècle. L'expansion de la demande mondiale allait aussi toucher l'industrie textile : bien que les exportations de fil et d'étoffes n'aient pas représenté plus du tiers des exportations totales (alors qu'elles en représentaient 60 % en 1860), le métrage total exporté s'était néanmoins accru, entre 1909 et 1913, de 40 % par rapport à la période 1880-84. Le tournant du siècle fut une période de grand essor pour l'ensemble des exportations britanniques, qui augmentèrent de plus de 200 millions de livres en l'espace de 15 ans (※) :

1895	226 millions de livres
1900	282 millions de livres
1906	375 millions de livres
1910	430 millions de livres

L'industrialisation du continent européen et des Etats-Unis allait entraîner une modification dans la destination des exportations britanniques. La part des pays industriels parmi les clients des exportations anglaises reculait de plus en plus : en 1871, elle constituait encore 44 % des exportations, en 1900 elle n'était plus que de 30 % pour tomber à 20 % en 1913. Parallèlement à ce recul, la part des pays industriellement retardés ne cessait de s'élever jusqu'à absorber à la veille de la première guerre mondiale, les quatre cinquièmes des exportations anglaises (※※). Ce glissement s'explique par la capacité des pays nouvellement industrialisés de produire eux-mêmes les biens manufacturés qu'ils importaient autrefois d'Angleterre.

(※) M. DOBB, op. cit., pp. 334-5.

(※※) F. STERNBERG, op. cit., p. 117.

§ 3. Investissements à l'étranger.

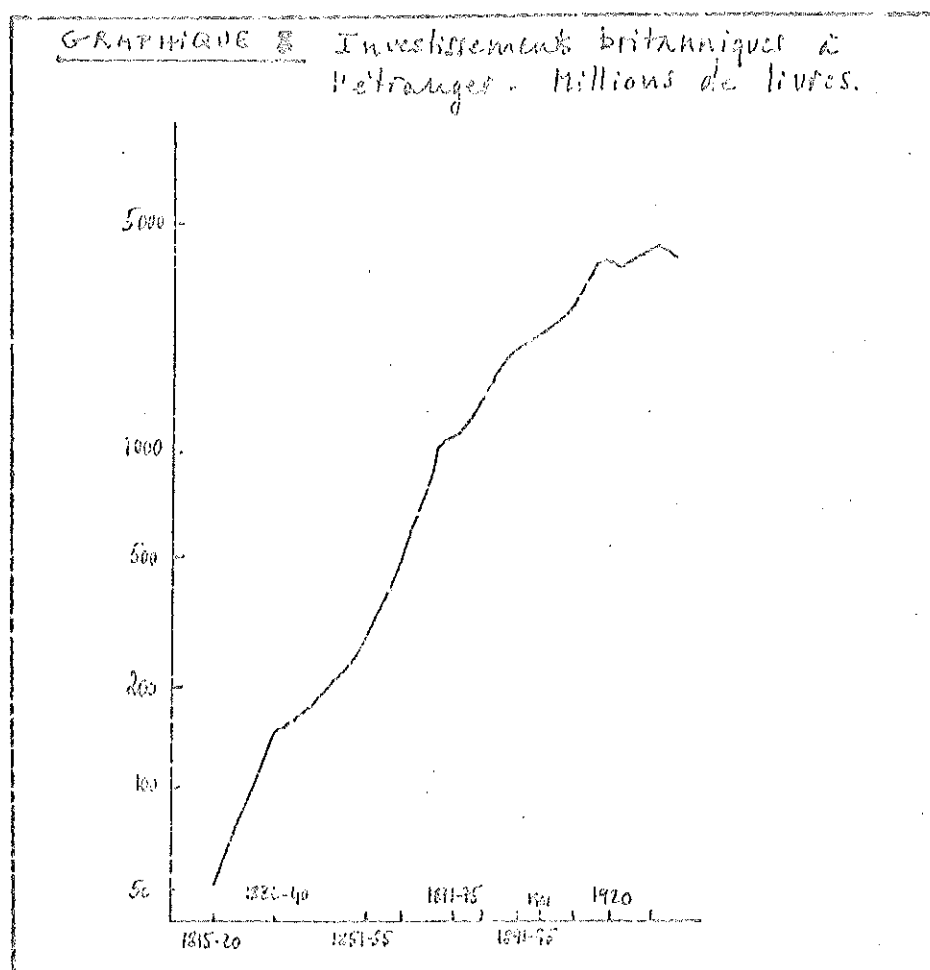
Le Royaume-Uni joua pendant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle et jusqu'à la première guerre mondiale, le rôle d'intermédiaire financier à l'échelle mondiale. Le déficit croissant de la balance commerciale du Royaume-Uni contribua à l'édification d'un système multilatéral des paiements internationaux. Jusque vers 1875, les exportations de capitaux britanniques se concentrèrent en Europe et aux Etats-Unis, où ils accélérèrent le développement économique. Mais à la fin du XIX^{ème} siècle, l'Europe et les Etats-Unis étaient devenus suffisamment riches et développés pour se passer des capitaux anglais. En quête d'intérêts plus élevés, les capitaux britanniques se tournèrent alors vers l'Empire Britannique et l'Amérique Latine.

Le graphique 8 témoigne de l'expansion prodigieuse des investissements à l'étranger. L'accroissement des exportations de capitaux se fit de manière cumulative en raison du réinvestissement systématique des bénéfices sur les investissements antérieurs. Ces bénéfices avaient déjà atteint en 1870 une valeur de 50 millions de livres. Durant le dernier quart du XIX^{ème} siècle, il y eut quasi égalité des revenus annuels des investissements passés et des exportations annuelles de nouveaux capitaux. A la veille de la première guerre mondiale, l'accumulation de prêts à l'étranger s'élevait à 3 700 millions de livres (£).

La conclusion qui se dégage de cette analyse du commerce extérieur britannique de 1850 à 1914 est que ce facteur fut primordial pour le maintien d'un niveau suffisamment élevé de profit.

- Les importations, principalement composées de matières premières et de biens alimentaires, augmentèrent prodigieusement durant cette période. Obtenues à des prix avantageux, elles devaient permettre

(*) W. ASHWORTH, "A Short History of the International Economy, 1850-1914", Longmans 1952, p. 171.



soit une diminution de la valeur de la force de travail (produits alimentaires) et donc une augmentation du taux de plus-value, soit une diminution de la valeur du capital constant (matières premières) freinant la hausse de la composition organique du capital. Ces importations permirent donc de contrecarrer la baisse du taux de profit.

- Les exportations de produits industriels, à un prix permettant à la Grande Bretagne de réaliser un surprofit en raison de son "monopole de productivité", s'accrurent également. En dépit de la concurrence exercée par les nations nouvellement industrialisées, la Grande Bretagne sut se maintenir à la tête du commerce international, notamment grâce au changement de la structure et de la destination de ses exportations.

- Enfin les exportations de capitaux, jusqu'alors peu développées, connurent au XIXème siècle, un essor fantastique qui allait transformer Londres en centre financier du monde. Les capitaux placés à l'étranger, en rapportant un intérêt plus élevé que celui prévalant en Angleterre, contribuèrent largement au maintien du taux moyen de profit à un niveau satisfaisant.

VIII. FORMATION DE MONOPOLES.

La tendance à la centralisation du capital, déjà présente vers les années 1850, s'accentua à la fin du XIXème siècle. Les industries extractives et la métallurgie furent les premières à connaître les associations de producteurs et le contrôle des prix. A partir des années 1880, l'accélération de la centralisation se manifesta tout d'abord par la multiplication de Trade Associations dont le but principal demeurait le contrôle des prix. Dès cette époque, quasiment tous les secteurs de l'économie avaient leurs associations d'employeurs.

L'évolution vers des formes de centralisation plus accentuée, telles les pools, les cartels et les fusions d'entreprises, allait se

produire progressivement. On trouve de nombreux exemples de centralisation du capital, particulièrement marquée au tournant du siècle, notamment dans l'industrie du sel, l'industrie textile, le secteur manufacturier, l'industrie lourde (⌘). La centralisation allait aussi toucher le secteur commercial, le nombre de magasins à succursales multiples et le nombre de ces succursales augmentant constamment à partir de 1875. Cette évolution constituait le complément nécessaire de la centralisation du capital industriel en assurant une transformation de plus en plus rapide du capital-marchandise en capital-argent. Enfin, le système bancaire connut aussi une forte centralisation durant cette période. La concentration des fonds disponibles pour les investissements en un petit nombre de banques, au moment où l'industrie avait un besoin pressant de ces fonds pour porfiter de l'expansion des affaires, devint un des moteurs principaux de la concentration et de la centralisation industrielles.

Les nombreux exemples de centralisation du capital, qu'il serait trop long de citer ici, indiquent clairement que la tendance à la formation de monopoles était bel et bien entamée dans l'Angleterre de la fin du XIXème siècle. L'industrie, le commerce et le système bancaire avaient déjà, à la veille de la première guerre mondiale, franchi un tournant décisif, celui de la transformation du capitalisme concurrentiel en capitalisme monopoliste. Le mouvement ascendant des prix qui débute à la fin de ce siècle, après 30 ans de baisse persistante, est en partie imputable à cette tendance.

Toutefois la centralisation ne faisait que commencer, encore embryonnaire par rapport à ses dimensions ultérieures. Or nous avons vu lors de l'analyse théorique que la formation de monopoles n'est source de création de plus-value additionnelle que lorsque le degré de monopolisation de l'économie est déjà très élevé. On pourrait donc en conclure, au risque de simplifier, que la formation de monopoles en Grande Bretagne

(⌘) Voir à ce sujet J. CLAPHAM, op. cit., vol. III.

avant la première guerre mondiale n'a pas eu pour effet de relever le taux de profit moyen. Seuls les capitaux assez forts pour se soustraire à la péréquation du taux de profit bénéficièrent de la tendance, aux dépens des capitaux faibles.

Il reste néanmoins probable que ce début de monopolisation posait les fondements d'une nouvelle source d'extorsion de plus-value qui allait se manifester avec l'avènement du "capitalisme monopoliste", après la première guerre mondiale.

IX. ROLE DE L'ETAT.

Le rôle de l'Etat en Grande Bretagne se réduisit longtemps au maintien et à l'institutionnalisation des forces économiques et sociales qui provoquèrent la révolution industrielle. La prédominance du "laissez-faire" correspondait aux besoins du capitalisme du XVIIIème et du début du XIXème siècle : l'industrie était suffisamment solide pour se développer par ses propres forces et résister à la concurrence étrangère encore peu menaçante ; les travailleurs étaient encore inorganisés et leur mécontentement aisément étouffé.

La politique du gouvernement allait cependant se modifier vers la fin du XIXème siècle tandis que les données socio-économiques évoluaient. En effet le mécontentement généralisé des travailleurs, dont les conditions de travail et d'existence devenaient criantes, incita le gouvernement à intervenir à ce niveau. L'extension du vote en 1884-85 allait largement contribuer au renforcement de cette tendance. C'est ainsi que se généralisa une réglementation des horaires de travail, tandis qu'un salaire minimum s'imposait progressivement. Par ailleurs, l'Etat développa l'éducation et mit sur pied une ébauche de Sécurité Sociale. W. Ashworth estime que les dépenses publiques consacrées à l'éducation augmentèrent de 1 097 000 livres à 12 662 000 livres entre 1861 et

1901 (※). Une pension de vieillesse fut introduite en 1908 ; un fonds de chômage allait se développer.

Malgré cela, E. Hobsbawm estime que les travailleurs perdaient plus en charges fiscales qu'ils ne gagnaient en services sociaux (**). L'impôt, prélevé principalement sous forme de taxes indirectes, défavorisait les plus pauvres tandis que les dépenses publiques ne visaient pas - loin s'en faut - une redistribution des revenus. En effet deux postes du budget de l'Etat prenaient une ampleur bien plus significative que les dépenses de type social : les prêts aux entreprises et les dépenses militaires.

Tandis que la conjoncture nationale et internationale se modifiait, les entreprises privées, confrontées à une production croissante et à une concurrence extérieure de plus en plus redoutable, firent appel à l'aide des gouvernements. E. Hobsbawm estime que les prêts de l'Etat aux entreprises des secteurs des armements et des communications, encore nuls en 1870, s'élevaient à 50 millions de livres à la veille de la première guerre mondiale (***). Quant aux dépenses consacrées à la défense nationale, elles allaient rapidement constituer le poste principal du budget de l'Etat. Cette progression est illustrée par l'évolution des dépenses navales du gouvernement (****) :

1870	9 000 000 livres
1900	27 500 000 livres
1911	44 400 000 livres
1914	51 500 000 livres

(※) W. ASHWORTH, "A Short History of the International Economy", p. 140.

(**) E. HOBSBAWM, "Industry and Empire", p. 138.

(***) E. HOBSBAWM, op. cit., p. 202.

(****) W. ASHWORTH, op. cit., p. 151.

TABLEAU 5. Dépenses de l'Etat en millions de livres.

1850-59	59,6	1890-99	89,2
1860-69	64,6	1900-09	143,6
1870-79	66,1	1910-19	1 018,5
1880-89	76,7		

Source : P. MATHIAS, op. cit.

Ces quelques éléments ne permettent pas de se prononcer quant à l'effet des interventions de l'Etat sur le taux de profit. Rien ne prouve en effet que les prêts aux entreprises ou les dépenses publiques aient permis d'élever le taux de profit moyen. Les conclusions que je serais tentée de tirer du recours croissant des entreprises capitalistes à l'aide de l'Etat sont d'un autre ordre. En effet, ce recours semble témoigner de l'aggravation des problèmes de rentabilité du capital. N'est-il pas le signe de l'échec rencontré par les contre-tendances "classiques" dans leur tentative d'éviter la baisse du taux de profit ?

CONCLUSIONS.

L'évolution extrêmement rapide des forces productives que connut la Grande Bretagne au cours de la seconde moitié du siècle passé transforma non seulement la structure industrielle mais également les rapports sociaux. La classe ouvrière, jusqu'alors écrasée par les exigences de l'industrialisation, puisa une force nouvelle dans l'organisation des syndicats. L'extension du droit de vote suivie de la formation du Labour Party encouragèrent sans doute l'Etat à réglementer les conditions de travail et à pourvoir la classe ouvrière d'une certaine sécurité d'existence.

L'organisation de la classe ouvrière était en quelque sorte provoquée par l'accumulation du capital elle-même. Sans doute la composition technique du capital s'éleva-t-elle, le capital variable étant largement remplacé par du capital constant. Malgré cela, l'accumulation du capital se fit à un rythme tel qu'il ne semble pas avoir permis la constitution d'une armée de réserve industrielle suffisamment importante pour exercer une pression durable sur les salaires et les conditions d'emploi. L'émigration massive des travailleurs vers le Nouveau Monde renforça certainement cette tendance. Dans ces circonstances, les travailleurs britanniques pouvaient envisager de faire entendre leurs revendications sans mettre leur survie en péril.

L'avènement de la résistance ouvrière contribua à réduire deux sources importantes de plus-value. D'une part, la réduction définitive des horaires de travail et la suppression du travail des enfants pesèrent lourdement sur la plus-value absolue, en diminuant le "surtravail" fourni par les ouvriers. D'autre part, la plus-value relative ne s'accrut pas dans toute la mesure qu'auraient permis les progrès de la productivité

induits par la mécanisation. En effet la baisse des prix ne s'accompagna pas d'une baisse des salaires nominaux ; bien au contraire, ceux-ci s'élevèrent constamment tout au long de ce demi-siècle. La diminution de la valeur de la force de travail suite à la baisse des prix des biens de subsistance fut plus que compensée par une augmentation de cette valeur suite à l'incorporation de nouveaux biens dans la consommation ouvrière. Lorsqu'au début du XXème siècle, les salaires nominaux poursuivirent leur ascension tandis que la productivité stagnait, la plus-value relative fut sérieusement menacée.

Il semble toutefois qu'en dépit de la résistance ouvrière, le taux de plus-value ne se soit pas réduit durant la période étudiée. En effet, jusqu'en 1900 le taux d'accroissement de la productivité resta nettement supérieur au taux d'accroissement des salaires, ce qui traduit une élévation de la plus-value relative. Par ailleurs l'augmentation du degré d'intensité du travail compensa - dans une faible mesure il est vrai - la réduction des horaires de travail, restituant ainsi une partie de la plus-value absolue perdue.

Néanmoins le maintien du degré d'exploitation à un niveau stable n'aurait pas permis à lui seul de freiner la baisse tendancielle du taux de profit, compte tenu de l'accroissement très rapide de la composition technique du capital. Sans doute l'incorporation du capital agricole dans le système de péréquation générale du taux de profit, marquant une victoire de la bourgeoisie capitaliste sur les propriétaires fonciers, allait-elle freiner la hausse de la composition organique moyenne du capital. Mais cette contre-tendance eut un impact limité en raison de la part décroissante de l'agriculture dans le produit national.

Le capitalisme britannique du XIXème siècle n'eut pas été aussi vigoureux s'il n'avait pu se projeter au-delà des frontières nationales.

L'expansionnisme, tendance inhérente à l'accumulation du capital, permit au mode de production capitaliste d'élargir ses bases et de poser les fondements d'une relation de domination entre métropole et colonies, ou plus généralement entre "centre" et "périphérie". Sources de produits agricoles et minéraux peu coûteux, les pays de la périphérie servirent en outre de marchés d'écoulement pour les produits de l'industrie du centre. Les importations permirent au capital britannique tant d'accroître la plus-value par réduction de la valeur de la force de travail, que de freiner la hausse de la composition organique du capital, par réduction de la valeur du capital constant. Par ailleurs les exportations permirent de "réaliser" la masse croissante de la plus-value créée dans l'industrie nationale, et d'obtenir en outre un surprofit, les marchandises étant vendues au-dessus de leur valeur. Enfin l'expansion prodigieuse des exportations de capitaux permit à la Grande-Bretagne d'échapper provisoirement à une "suraccumulation" du capital ; en effet en rapportant un intérêt élevé, les investissements à l'étranger assurèrent le maintien de la rentabilité du capital, contrecarrant efficacement la baisse du taux de profit.

Aucun élément ne semble indiquer un ralentissement du commerce britannique avec l'étranger avant la première guerre mondiale, et l'on peut sans doute affirmer que ce fut le principal facteur freinant la baisse du taux de profit. Néanmoins la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle annoncèrent un recul de la part de la Grande-Bretagne dans le commerce mondial, sans doute lié au ralentissement de sa productivité.

Y a-t-il un lien entre cette évolution, dangereuse pour le taux de profit, et l'apparition progressive de monopoles ? S'il semble que la monopolisation de l'économie n'ait pas eu pour effet, à cette époque, d'accroître le taux moyen de profit, il est manifeste qu'elle fut dictée par la recherche individuelle de profits accrus. On serait alors

tenté de voir dans cette évolution la "preuve" du bien-fondé de la loi tendancielle du taux de profit : ayant épuisé les procédés classiques d'extorsion de plus-value additionnelle, le capitalisme cherchait de nouvelles voies pour éviter une crise de rentabilité.

Peut-être est-ce aussi pour échapper à la loi menaçante de la baisse tendancielle du taux de profit qu'à la fin du XIXème siècle, la bourgeoisie fit appel à l'Etat, qu'elle avait jusqu'alors confiné dans un rôle de gardien passif de l'ordre établi.